

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

N° 46

5F

pour le socialisme

SEMAINE DU 11 AU 17 JUIN 1981

Battre la droite ...



... voter pour une gauche nouvelle

Présentation
de tous les pays
peuples et nations
apprenons
ensemble
l'histoire
du Parti
Communiste
Renaissance
Internationale
Socialiste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 11 AU 17 JUIN 1981

N° 46 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*

Présentation
de tous les pays
peuples et nations
apprenons
ensemble
l'histoire
du Parti
Communiste
Renaissance
Internationale
Socialiste

pour le socialisme

20 numéros : 100 F
1 an : 200 F

SOMMAIRE

4 politique

LEGISLATIVES : LES RESULTATS A SUIVRE : Une grille de lecture pour interpréter les résultats de dimanche soir.

5-7 économie

PS : RETOUR A DES SCHEMAS ANCIENS : Quelle politique économique du PS va-t-il mener, au-delà des mesures sociales ponctuelles prises actuellement ?



8-10 la campagne électorale

ELECTIONS : CANDIDATURES GAUCHE NOUVELLE : Nous présentons les candidatures soutenues par le PCR dans deux circonscriptions, la 9^e du Nord (Roubaix-Tourcoing) et la 6^e circonscription du Rhône (Villeurbanne).



12 politique

QUAND LA DROITE « SE TOURNE RESOLUMENT VERS L'AVENIR » : La droite, qui part en vaincue à la bataille des élections législatives, ressort des thèmes de propagandes les plus éculés, prévoyant les kolkhozes dans les campagnes et tentant de rallumer le bûcher de la guerre scolaire.

13-14 politique

LE PCF A LA VEILLE DES ELECTIONS : Comment les militants du PCF de la Seine-Saint-Denis voient-ils les perspectives de leur parti dans ces législatives et au-delà ?



15 livres

LIRE GRAMSCI (3) : Le rôle du facteur économique dans la détermination historique : un rapport non mécaniste.

16 inter

CONTRE LA REPRESSION EN ESPAGNE, LA SOLIDARITE EST TOUJOURS NECESSAIRE : Un témoignage d'Eva Forest.



Editorial

L'ENJEU des élections de dimanche prochain n'échappe à personne : le scrutin confirmera-t-il la défaite des partis de droite ou bien remettra-t-il en cause le processus engagé par la victoire du 10 mai ?

Trois semaines après l'installation officielle de François Mitterrand à l'Élysée, le climat nouveau apparu à l'annonce de son succès et qui s'est matérialisé dans les démonstrations de joie populaire dès le soir du 10 mai, persiste et constitue un élément significatif de modification de la situation politique dans notre pays.

Avec la victoire de la gauche, si souvent attendue et si souvent reportée, nombreux sont ceux qui se sont remis à espérer. A espérer en une transformation significative de la société, à espérer en la mise en œuvre d'une politique rompant nettement avec celle de la droite. Cet espoir, cet élan nouveau né le 10 mai ont montré que, malgré sept ans de giscardisme prônant l'idéologie du chacun pour soi, du repli individualiste, du renoncement, malgré le chantage au chômage, malgré les divisions alimentées par la crise, les aspirations profondes présentes parmi les travailleurs et dans de larges couches de la population restaient bien vivantes. Des conditions favorables existent aujourd'hui pour leur expression plus large, pour de nouvelles avancées des revendications dont elles témoignent. C'est ce qu'attendent ceux qui ont contribué à la victoire de la gauche : ils savent que l'espoir ne se concrétise pas avec des mots.

Déjà plusieurs décisions ou projets gouvernementaux se sont engagés dans ce sens : les premières mesures sociales adoptées (hausse du SMIC, des allocations familiales, de l'allocation logement, du minimum vieillesse) vont permettre d'améliorer la situation de millions de personnes et de familles pour qui la gestion de Giscard-Barre a signifié une réduction de leur niveau de vie, des difficultés quotidiennes accrues pour vivre, et parfois pour survivre.

Mais les mesures les plus significatives se situent sans doute ailleurs : à Plogoff, au Larzac, ces symboles de nouvelles formes de lutte et des aspirations de l'après 68. Elles se situent dans le domaine des libertés, là où les attaques du pouvoir giscardien ont porté des coups très durs. Tomas Linaza, patriote basque, ne connaîtra pas le sort de Klaus Croissant : il ne sera pas extradé, il ne sera pas livré à la police de son pays. Klaus Croissant lui, peut enfin s'installer librement en France : les jeunes immigrés pourront eux aussi vivre dans le pays où ils sont nés, où ils ont vécu la plus grande partie de leur vie, autrement que dans la crainte permanente de l'expulsion.

Ces premiers acquis peuvent être élargis. Demain, des centaines de pri-

sonniers politiques, patriotes corses, militants bretons, indépendantistes en lutte dans les dernières colonies françaises... seront libres ; la Cour de sûreté de l'État sera dissoute, la loi Sécurité et Liberté et la loi anti-casseurs seront abrogées (n'en déplaise à notre nouveau ministre de la Justice, Maurice Faure dont l'ardeur réformatrice ne semble guère s'être aiguisée depuis son séjour dans les ministères de la IV^e République !). Tout cela est possible. Mais pour cela — et pour bien d'autres choses encore — il faut que la gauche l'emporte les 14 et 21 juin. Il faut de nouveau battre la droite, l'empêcher à tout prix de revenir au pouvoir et de remettre en cause ces premières conquêtes.

VOILÀ notre premier objectif, lors de ces élections législatives, et cela dès le premier tour, est très clairement de battre la droite, de confirmer la victoire du 10 mai en assurant une majorité à l'Assemblée nationale aux partis de gauche.

Si nous nous battons pour que la gauche obtienne les moyens nécessaires pour gouverner, cela ne signifie pas pour autant que nous nous engageons à soutenir l'ensemble de sa politique. Le développement d'une puissante dynamique sociale et politique est nécessaire pour que vive et se développe l'élan populaire apparu le 10 mai. Le choix politique, à gauche, ne saurait se réduire aux deux pôles électoraux et institutionnels que constituent le PS et le PCF. Treize ans après Mai 68, une telle réduction n'a pas de sens, car fondamentalement les contradictions profondes qui parcourent la société française ne trouvent pas leur solution dans les propositions formulées par ces partis. Quel que soient leurs efforts pour s'en approprier les thèmes, PS et PCF, autoproclamés l'un et l'autre autogestionnaire, ne modifient en rien leur rapport aux pouvoirs, la nature du procès de travail, pas plus qu'ils ne tiennent vraiment compte des aspirations portées par le mouvement des femmes et des écologistes.

DANS plusieurs circonscriptions, de nombreux militants — syndicalistes, écologistes, féministes, militants associatifs, révolutionnaires, communistes critiques — ont commencé à se regrouper à l'occasion de ces élections législatives, concrétisant cette démarche en présentant des candidats. Ces premiers regroupements, s'ils sont encore en nombre limité, sont riches par les perspectives dont ils sont porteurs : souvent très largement inscrits dans un passé de luttes nombreuses et diversifiées contre de multiples aspects de la domination capitaliste, ils affirment leur volonté de poursuivre cette lutte sans accorder *a priori* une confiance aveugle

à la nouvelle majorité, mais en la jugeant sur ses actes et en soutenant toutes les mesures positives qu'elle prendra. Par le début de confrontation politique qu'ils engagent entre différentes composantes potentielles, une force politique nouvelle, capable de traduire politiquement les aspirations et les exigences apparues depuis 68, ces premiers regroupements ouvrent concrètement au rassemblement d'une gauche nouvelle. Nous apportons tout notre soutien et nous participons aux candidatures qui s'inscrivent dans cette perspective.

EN l'absence de telles candidatures, dans les circonscriptions où se présentent des militants de gauche connus pour leurs prises de position de soutien aux luttes des peuples (par exemple, en Afghanistan et au Salvador) pour leur réceptivité aux aspirations populaires, leur participation active aux différentes mobilisations locales, nous les soutiendrons dès le premier tour. Ceci vaut pour des candidats du PS et du PCF comme par exemple ceux qui militent dans le mouvement *Union dans les luttes*.

Là où de telles conditions ne sont pas réunies nous appelons à voter pour les candidats de la liste *Alternative 81*. Nous avons eu l'occasion d'indiquer, dans ces colonnes, comment l'ambiguïté des positions politiques défendues par cette liste, dans son rapport au mouvement politique, sur la question du contrat passé avec la nouvelle majorité, surtout au lendemain de l'accord conclu entre le PS et le PSU — pour une participation de ce dernier au gouvernement, avec, en contrepartie, son adhésion à l'essentiel des propositions socialistes — ne nous permettaient pas d'y participer. Ainsi nous ne souscrivons pas tel quel de manière générale, aux objectifs de cette liste. Mais la volonté affirmée de la nécessité d'une force qui reprenne les acquis développés par les luttes depuis Mai 68, de même que les grands axes revendicatifs annoncés (réorientation de l'économie, coopération avec le Tiers-Monde, extension des libertés et réformes institutionnelles, mesures de lutte contre le chômage, pour la réduction du temps de travail...) constituent autant de propositions positives. D'ailleurs, sur la base de plateformes locales, il a parfois été possible de constituer, dans le cadre d'Alternative 81, des candidatures auxquelles nous participons.

Enfin, là où nous présentons aucun candidat, ni menons campagne pour soutenir des candidatures, nous appelons dès le premier tour à battre la droite en laissant le libre choix du candidat de gauche ou d'extrême-gauche qui correspond le mieux à cette nécessité.

Yves DERENNE

Premier tour

QUELQUES POINTS-CLES A SUIVRE DIMANCHE SOIR

Par Nicolas DUVALLOIS

CE n'est pas le 26 avril au soir que fut connu le résultat de l'élection présidentielle : pourtant, c'est ce jour-là, au travers des scores et des rapports de force établis que se dessina la victoire de François Mitterrand. Il en va de même pour ces élections législatives. Trop de paramètres entrent certes en jeu pour que l'on puisse assurer dès dimanche soir les résultats définitifs de la semaine suivante. Quelques grandes questions trouveront cependant un début de réponse, que certains exemples nous permettront de mieux cerner.

I — La participation

Rappelons pour mémoire qu'elle avait été de 82,78 % en mars 1978, ce qui est le plus fort taux de participation jamais atteint dans une élection législative en France. Lors des récentes présidentielles, elle avait été, toujours au premier tour, de 81,09 %. Un fort taux de participation indiquerait l'importance qu'accorderont les électeurs à cette élection, mais en toute hypothèse les chiffres ne peuvent permettre de dégager par avance des tendances politiques.

II — Les scores nationaux

Dès 20 heures, grâce aux fameuses estimations qui ont fait leurs preuves, on connaîtra les chiffres globaux et par conséquent les rapports de force. En 1978, ils s'établissaient de la façon suivante : PS : 22,58 % ; PCF : 20,55 % ; Extrême-gauche : 3,33 % ; MRG : 2,11 % ; Ecologistes : 2,14 % ; RPR : 22,62 % ; UDF : 21,45 %. Les quatre « grands » partis se tenaient donc dans une fourchette très serrée. La comparaison avec 1978 ne pourra pas être totale pour deux raisons : d'une part les écologistes et l'extrême-gauche présentent cette année nettement moins de candidats, et d'autre part la droite met en avant, cette fois-ci, un grand nombre de candidats uniques. Deux chiffres seront donc à guetter :

— d'abord, le rapport gauche-droite. En 1978, 49,67 % pour la

gauche, et 48,36 % pour la droite.

— ensuite, le score propre du PS. Sans aucun doute, il sera très nettement supérieur à celui de 1978 (22,58 %) et assurera la suprématie du parti du président. Mais le chiffre connu permettra d'entrevoir s'il existe ou non un « raz-de-marée » électoral susceptible de se transcrire en nombre de députés le 21 juin. Le type de scrutin en vigueur donne en effet une prime considérable au parti qui fait la différence au premier tour. Rappelons à ce sujet les résultats de novembre 1962 où, avec 31,9 % des voix au premier tour, les gaullistes avaient finalement rafilé 233 des 482 sièges à pourvoir. Si le PS, comme certains sondages le donnent à penser, passait la barre des 33 %, l'idée d'une majorité PS-MRG prendrait corps.

III — L'idée d'une majorité absolue du PS est-elle concevable ?

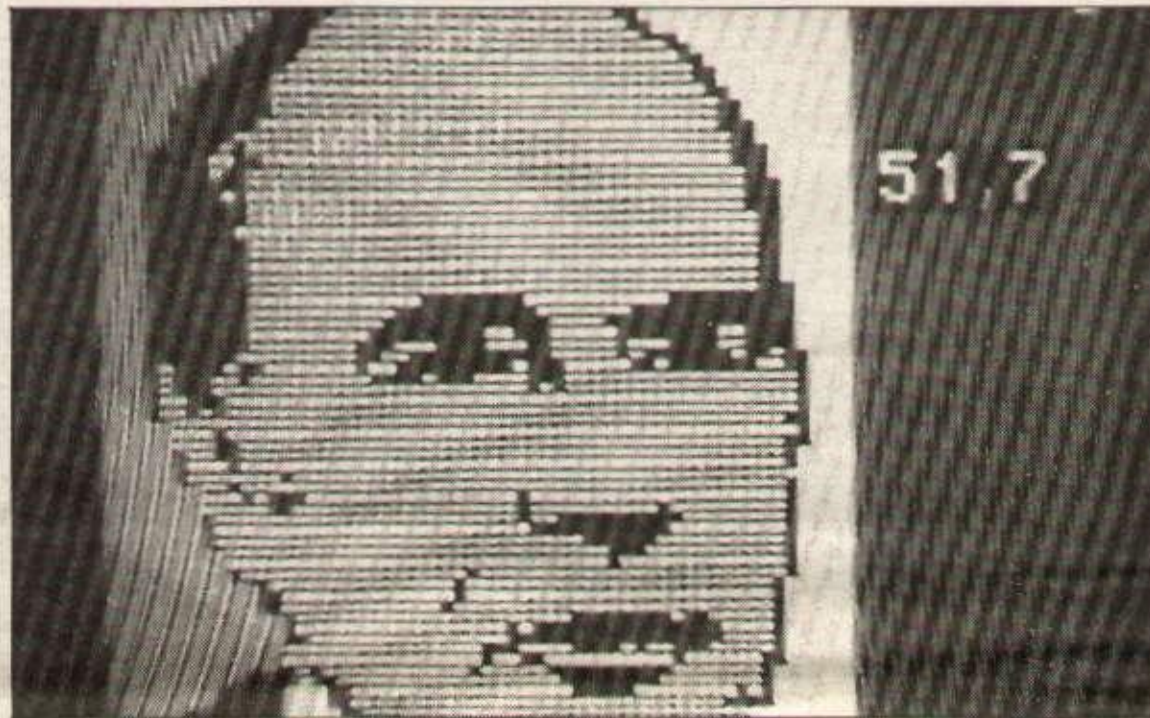
Les résultats de deux départements peuvent en fournir l'indication :

— dans l'Eure, la droite détient actuellement trois des quatre sièges de députés. A l'inverse Mitterrand est arrivé en tête dans trois circonscriptions sur quatre le 10 mai. Si les quatre candidats socialistes se présentaient en ballottage favorable dimanche prochain, cela signifierait que l'Eure, département représentatif « basculerait » au profit du PS.

— dans l'Indre-et-Loire, l'enjeu est plus net encore. Les quatre sièges sont détenus par la droite, et le PS peut espérer l'emporter dans les quatre circonscriptions.

IV — « L'effet président » joue-t-il ?

ON pourra suivre à ce sujet l'exemple de la 2^e circonscription du Var, le seul département où la gauche ait globalement reculé entre 1978 et 1981. Si le résultat du 26 avril se confirme, le député sortant de



Dimanche 10 mai, 20 h, on savait tout quand apparut le visage de Mitterrand sur les écrans. Cette fois-ci, les données seront plus complexes.

droite, candidat unique, doit être élu au premier tour. Le total PS-PC était de 38,13 % en 1978, et de 35,85 % le 26 avril. Ce recul, dû semble-t-il à des considérations locales, sera-t-il enrayé par la dynamique présidentielle ?

V — Dans quelle mesure le PCF a-t-il digéré son échec du 26 avril dans ses bastions ?

Deux cas font figure d'exemples. Dans la 3^e circonscription de Seine-Saint-Denis (Aubervilliers) et dans la 4^e circonscription des Bouches-du-Rhône, les députés PCF Ralite et Hermier ont été élus dès le premier tour en 1978, comme en 1973, comme même depuis plus de vingt ans dans le premier exemple. Il s'agit de « bastions » du PCF par excellence, où l'élection du communiste est une fois encore assurée. Si les arguments du PCF concernant l'échec du 26 avril dans ses bastions sont vrais, Ralite et Hermier doivent retrouver leurs électeurs, et l'emporter dès dimanche. Sinon, il y aura une preuve que des électeurs, tout en sachant très bien que leur vote est symbolique puisqu'aucun autre candidat ne peut l'emporter, auront choisi de se détourner du PCF.

VI — L'explication du recul du PCF en terme de « vote utile » était-elle pertinente ?

Dans la 11^e circonscription des Hauts-de-Seine, le député sortant, Guy Ducloné, PCF, avait 17 points d'avance sur son rival socialiste en 1978. Le 26 avril, Mitterrand a devancé Marchais de 2 points. Simple vote utile dans le cadre d'une élection nationale ? Si tel est le cas, Ducloné doit se trouver en tête de la gauche dimanche soir. Sinon...

Les mêmes considérants s'appliquent à la 3^e circonscription de l'Essone, où Pierre Jüquin avait 7 points d'avance en 1978, et Marchais 9 de retard en 1981.

VIII — La déroute de la droite se confirme-t-elle ?

Le sort de trois anciens dignitaires du régime peut en fournir des indications. Alain Peyrefitte, dans la 4^e circonscription de Seine-et-Marne avait été élu au premier tour avec 52,23 % des voix. Très logiquement, il devrait se retrouver en ballottage avec

possibilité même pour le socialiste de le battre.

Si Chaban-Delmas, dans la 2^e circonscription de la Gironde, venait à ne pas être élu au premier tour, la signification serait plus grande. Il avait en effet obtenu 55,27 % le 12 mars 1978.

On regardera enfin la 3^e circonscription de l'Ille-et-Vilaine. Méhaignerie, l'ancien ministre de l'Agriculture, y avait obtenu 72,4 % au premier tour de 1978 ! Le résultat de cette circonscription rurale devrait être parmi les premiers connus. Si Méhaignerie fait moins de 60 % des voix, ou si *a fortiori* il est en ballottage, il y aura là le signe d'un véritable écroulement de la droite.

Une dernière remarque s'impose enfin. En 1978, 68 députés avaient été élus au premier tour, dont quatre du PCF et un « apparenté socialiste », Aimé Césaire à Fort-de-France, les 63 autres étant de droite. Cette fois-ci, compte-tenu du nombre important de candidatures uniques de l'ancienne majorité, le nombre des élus au premier tour riche d'être au moins égal, la quasi-totalité de ces derniers appartenant à la droite. Le mode de scrutin affichera-là un de ses paradoxes : la droite engendrera quelques postes au premier tour, tandis que la grande vague de la gauche, elle, ne se concrétisera que le 21 juin.

LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU PS : UN RETOUR A DES SCHEMAS ANCIENS ?

Quelle politique économique le PS va-t-il mener ? Quelles vont être les suites des premières mesures prises par le gouvernement Mauroy, concernant le SMIC ou les prestations sociales, mesures qui bien sûr ne changent pas tout, mais ne sont pas négligeables ? Quelle va être la logique économique mise en œuvre, quelle cohérence aura-t-elle, et quelles chances de réussite ? On sait que le PS accordait à Barre le mérite de la cohérence mais jugeait cette politique néfaste pour la France, car elle accroissait sa dépendance à l'égard des multinationales et des pays impérialistes mieux armés qu'elle dans la concurrence intercapitaliste. Dans ce cadre là, quelle alternative peut-il proposer ?

La mise en perspective de la politique économique suivie par les différents gouvernements depuis 20 ans et de celle proposée par le PS peut permettre de voir comment le PS s'inscrit dans cette histoire...

Par Louis FOURNEL

L'UN des titres de gloire de la bourgeoisie française a toujours été la supériorité de l'augmentation moyenne du « produit intérieur brut » (autrement dit de la richesse produite chaque année) par rapport aux autres pays industrialisés, à l'exception toutefois du Japon (4,6 % par an en France sur la période 1966-1976, contre 3,6 % à la RFA, 2,1 % à la Grande-Bretagne, 3,9 % à l'Italie, 2,8 % aux USA, mais 7,8 % au Japon). De ce constat, la bourgeoisie française tirait la conclusion qu'elle allait « rattraper la RFA », qui reste le modèle.

Pendant les vingt dernières années, la politique économique de la bourgeoisie française s'en est tenue aux enseignements keynesiens. Il s'agissait de faire de la croissance l'objectif prioritaire et pour cela de s'appuyer sur tous les instruments de la panoplie : soutien aux investissements, grâce à l'aide de l'Etat largement dispensée à tous les secteurs industriels (et par la constitution de groupes industriels de taille internationale, notamment pendant les V^e et VI^e Plan) et grâce au maintien de taux d'intérêt plus élevés (favorisant ainsi le développement du crédit), politique monétaire « d'argent facile », déficit budgé-

taire systématique (au moins jusqu'en 1972) pour relancer éventuellement la demande, « transfert sociaux » importants par la Sécurité sociale (et au profit des « inactifs », retraités, etc.) Tout cela contribuait à une accumulation du capital très rapide en France (8 % par an en moyenne, malgré le ralentissement de 1963 à 1967) ; ainsi en 1978, la France comptait 5 entreprises parmi les 50 premières (derrière les USA, le Japon, la RFA et la Grande-Bretagne).

Toutefois, cette politique avait comme conséquence un rythme d'inflation plus élevé que celui de la plupart des pays occidentaux (4,1 % en France contre 2,6 % en RFA ou 2,8 % aux USA de 1960 à 1970), mais cette hausse des prix était perçue comme la rançon, inévitable, de la croissance. De plus, lorsque cette inflation aboutissait à la chute des exportations françaises, le gouvernement recourait à la dévaluation (1958, 1969), ce qui en rétablissait la compétitivité.

Ainsi, le rôle actif de l'Etat permet-il de relancer la machine économique lorsque des éléments de crise se manifestent... ou de la freiner lorsque l'inflation prend un tour trop rapide (plan de stabilisation de 1963, qui frappe plus la consommation, donc les travailleurs, que l'invest-



La relance de Chirac, en 1975 : la valeur du franc baisse, l'inflation augmente rapidement.

tissement). En cela, la bourgeoisie française fait comme les autres, elle reste fidèle aux modes d'action théorisés par Keynes.

La relance de Chirac... et son échec

La dernière « expérience » française en la matière est celle menée par Chirac en 1975. A quatre reprises, en février, mars, avril et septembre, il prendra des mesures de soutien qui représentaient environ 45 milliards de francs, soit, d'après certains commentateurs, un montant supérieur à celui des mesures de Mitterrand...

L'échec est alors patent : la relance de la production donne des signes d'essoufflement dès mars 1976, le chômage qui avait légèrement baissé au cours du premier semestre 1976, remonte rapidement ensuite, l'inflation s'établit à 11,8 % en 1975 et 10,1 % en 1976, le commerce extérieur accuse un déficit important en 1976 (20 milliards de francs), enfin la valeur du franc brûle dès la mi-1975 et le déficit budgétaire s'accroît.

Ainsi, les instruments traditio-

nellement utilisés ont fait faillite : la croissance espérée n'a pas duré ; au contraire de nombreux « effets pervers » se sont manifestés : chute des exportations et du franc, augmentation rapide de l'inflation, maintien du chômage...

Car, avec la crise, les conditions de l'accumulation et de la croissance capitalistes ont fondamentalement changé : si la France a pu maintenir jusqu'en 1975-1976, un taux de croissance supérieur à celui de ses partenaires, c'est qu'au sortir de la période de décolonisation, son appareil productif était largement inadapté aux conditions de valorisation existantes : de là, n'aurait la possibilité d'une stimulation active de la demande et de l'investissement, ceci dans une période d'accumulation intensive généralisée assurant des débouchés extérieurs aux productions nationales.

Un appareil productif insuffisamment « performant »

Mais cette accumulation s'est traduite par une plus grande intégration à la division internationale du travail, c'est-à-dire par

une spécialisation de l'appareil productif le rendant beaucoup plus dépendant de l'extérieur : ainsi l'augmentation de 1 % de la production intérieure est à mettre en regard avec une augmentation de 1,45 % des importations. Ce qui était supportable en période d'expansion, car les exportations restaient importantes, ne l'est plus en période de crise... surtout si 22 % de la production nationale est exportée.

Ainsi la relance de Chirac, en 1975-1976, entraîne-t-elle une hausse des importations alors que la crise sévit à l'étranger... Les conséquences en sont l'échec...

D'autant plus que, malgré l'importance de l'accumulation réalisée, la situation de l'impérialisme français reste fragile. C'est ce dont témoigne la structure du commerce extérieur français : déficitaire avec les pays capitalistes développés, ce commerce n'est excédentaire que vis-à-vis du Tiers-Monde et des pays de l'Est. Or, en cette période de crise, si l'enjeu est, pour partie, la pénétration des marchés en expansion du Tiers-Monde, la concurrence porte sur les productions des pays capitalistes qui



structurent l'industrialisation des pays du Tiers-Monde : les biens d'équipement. De la capacité à s'imposer dans ce type de production dépend, à terme, la place de la France dans la division internationale du travail et sa marge relative d'autonomie de développement.

Un « redéploiement » nécessaire à tous les pays capitalistes

Là se trouve le fondement de la politique barriste : puisque la crise manifeste les limites et les contradictions de l'accumulation capitaliste, tant à l'intérieur des frontières de chaque pays capitaliste (remise en cause du procès d'accumulation fordiste) que dans les relations intercapitalistes (apparition du Tiers-Monde comme force politique et économique, affaiblissement relatif des USA face à l'Europe et au Japon, etc.), la priorité n'est plus le soutien, à tout prix de la croissance (comme vecteur de l'accumulation) mais le redéploiement (comme condition de la reproduction élargie).

Cette logique n'est pas spécifique à la France et tous les pays capitalistes développés s'engagent sur cette voie, chacun en tenant compte de ses propres spécificités : ainsi, est-ce Schmidt qui déclare, dès 1975-1976 : « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, les investissements de demain sont les emplois d'après-demain », version allemande du « l'emploi est lié à la croissance. La croissance est liée à l'équilibre extérieur. L'équilibre extérieur est lié à l'adaptation de notre industrie », du commissariat au Plan, Michel Albert, dans le « rapport d'adaptation du VII^e Plan », rapport qui « adapte » le VII^e Plan aux nouvelles réalités de la crise. De même est-ce Callaghan qui, en Grande-Bretagne, impose les premières restrictions budgétaires et prend les premières mesures de freinage des salaires, avant même l'arrivée de Thatcher. Enfin, Reagan aux USA,

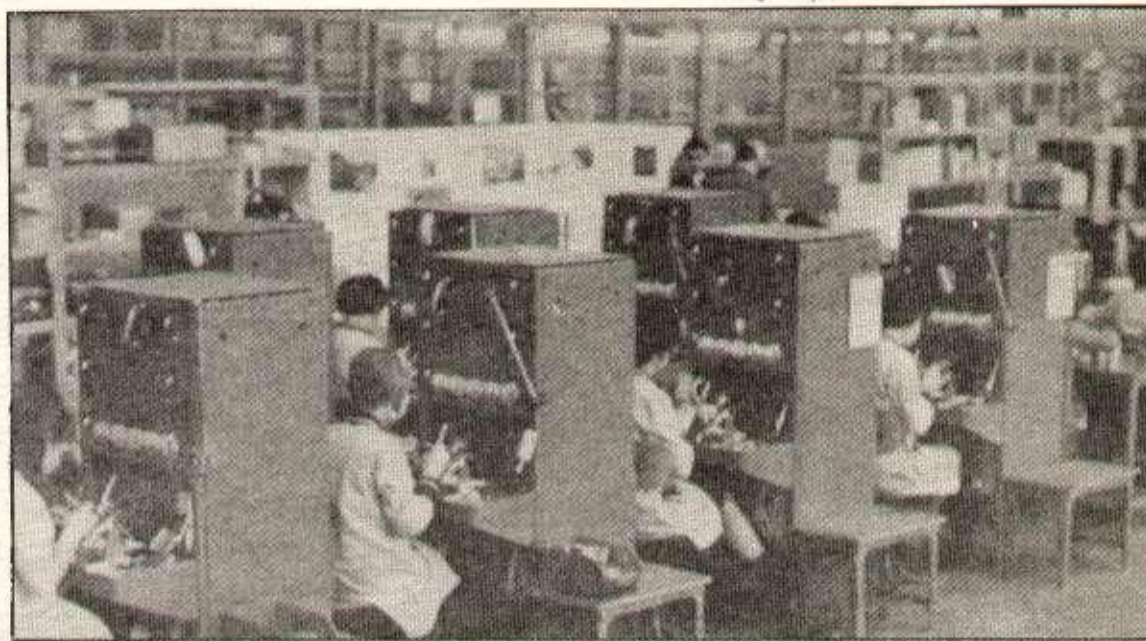
s'engage dans un programme de restrictions budgétaires drastiques qui frappe les programmes sociaux.

Le barrisme, figure française du redéploiement

Face à la concurrence des pays industrialisés, la France doit donc se redéployer, mais ce redéploiement implique une importante réallocation du capital au moment où nombre d'importations, parmi lesquelles le pétrole et les matières premières, mais également les produits manufacturés sont incompressibles (80 % d'entre elles d'après Delors) et imposent qu'une part non négligeable de la richesse produite en France soit échangée (22 %) ce qui suppose la compétitivité des productions françaises.

Cette compétitivité est recherchée par Barre par une spécialisation accrue et une plus grande intégration à la division internationale du travail : quelques branches industrielles (armement, automobile, nucléaire, télécommunications, équipements électroniques, etc.) sont choisies en raison de l'importance de la demande mondiale, des capacités technologiques françaises et elles doivent permettre de re-créer les conditions d'une accumulation durable, de la croissance, et de l'emploi.

Dès lors, il ne s'agit plus, pour l'Etat, de consacrer une part de l'aide publique à un soutien aux « canards boiteux » ou branches mortes de l'industrie. Il faut au contraire pratiquer une aide sélective aux entreprises. Au nom du « libéralisme », du rôle du marché, l'Etat restructure son aide, en faveur des industries choisies. Il libère les prix. Le résultat, c'est l'élimination des entreprises peu performantes qui ne peuvent tenir leurs prix eu égard à la concurrence internationale, comme le textile ; cela passe aussi par le relèvement des tarifs des entreprises publiques afin de ne plus en financer le déficit par le Budget mais en faire supporter le coût par les



La place de la France dans la division internationale du travail dépend de sa capacité à s'imposer dans la production de biens d'équipement.

consommateurs... Le remède est radical... et comporte un deuxième volet tout aussi important que le premier : la compression des « coûts salariaux ». Tous les moyens sont bons : pression sur les salaires directs en appuyant l'intransigeance patronale, grâce au développement du chômage et du travail précaire, attaques répétées contre les syndicats par les atteintes aux droits de grève, des condamnations pour faits de grève, des licenciements de syndicalistes...

Pression sur les salaires indirects et les revenus de transferts : augmentation des cotisations sociales et parallèlement atteinte à la couverture de droits sociaux (remboursements de la Sécurité sociale, indemnisation du chômage) augmentation des impôts, etc...

Cette politique a sa cohérence propre : elle mise tout sur le développement des exportations et l'affirmation d'un rôle international de la France dans certains domaines spécifiques. Tout au plus, lorsque des résistances se produisent, l'Etat intervient mais le moins possible, car seule importe la compétitivité, et non l'emploi à court terme.

C'est cette politique qui a été sanctionnée le 10 mai. Mais

avant même cette sanction, de nombreuses résistances se faisaient jour dont l'une était la difficulté du « barrisme » à organiser la baisse du pouvoir des salariés ou à imposer une réforme des « 40 heures ».

Le PS : un retour aux schémas anciens ?

L'arrivée au pouvoir du PS pose les problèmes en des termes nouveaux. Refusant la « la voie de l'austérité » choisie par tous les pays capitalistes, le PS dit engager une autre problématique.

S'agit-il d'une rupture avec le système capitaliste et la division internationale du travail au profit d'un développement autocentré basé sur la satisfaction des besoins internes ? Cela ne serait pas sans problèmes, étant donné le degré d'intégration de l'appareil productif français et son caractère extraverti... Le PS répond non. Il n'est pas question de rompre avec cette division mais il faut proposer un autre type d'intégration : selon le PS, la voie choisie par Giscard-Barre ne peut que conduire à l'échec en raison de la situation moyenne de la France : marché intérieur plus petit que celui des autres pays capitalistes, effort de recherche plus réduit, réseaux commerciaux internationaux plus faibles.

De quelle autre problématique peut-il alors s'agir ? D'un barrisme mâtiné de social ? D'un retour au « keynésianisme », formant ainsi la parenthèse d'un épisode barriste dans une tradition keynésienne bien établie ? Dans ce cas, comment le mettre en œuvre alors que l'expérience Chirac en a montré tous les effets pervers ?

Des mesures de relance par la demande...

N'est-ce pas ce qui se profile au travers des mesures prises le

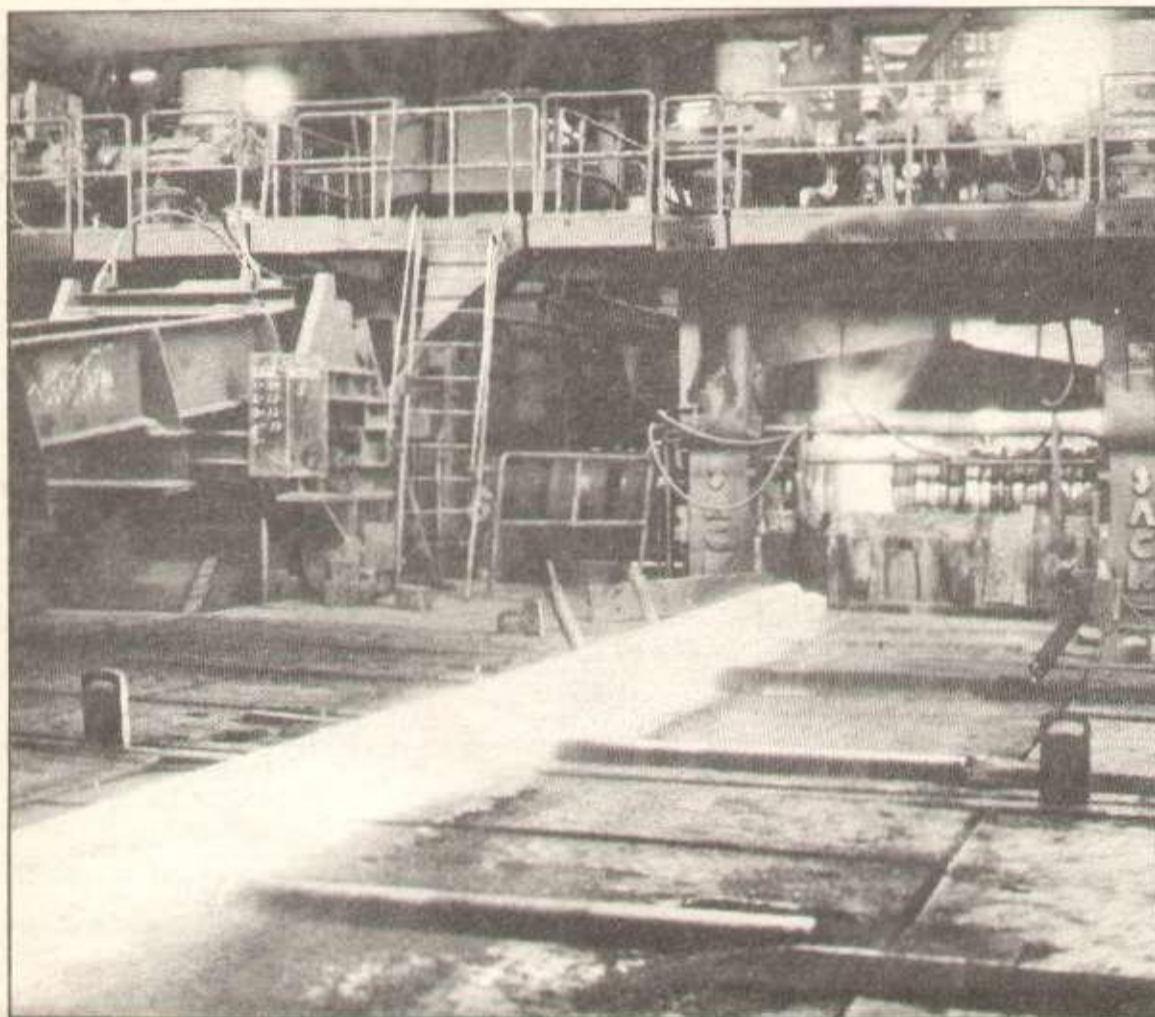
3 juin et de celles du 10, concernant l'emploi des jeunes, la création d'emplois dans les administrations ? La relance par la consommation semble, en effet, prendre une place importante dans la politique du PS. Il est vrai que des mesures ont été prises qui touchent de nombreuses catégories sociales (smicards et bas salaires, vieux, familles, handicapés) dont l'effet se fera sentir sur la demande de biens de consommation. Il en sera de même des mesures en faveur de l'emploi. L'accent est mis sur la situation de l'emploi qui constitue « l'objectif central » de la « politique de relèvement de l'économie qu'entreprend le gouvernement » (Maurroy, le 3 juin). Toujours selon le PS, il faut lutter contre l'insuffisance permanente de la demande et « il est de la responsabilité de l'Etat de sortir de cette situation d'équilibre de sous-emploi ».

... Et par l'investissement

Cette relance par la demande doit permettre de reconstituer un marché intérieur important puisque l'existence d'un tel marché est la condition de longues séries de production, de la valorisation du capital en France, et donc de la compétitivité des entreprises françaises. Une façon de prendre le contre-pied de Barre qui base tout sur l'exportation. Bien sûr, cette relance par la demande et l'emploi apparaît comme nécessaire, d'autant plus qu'elle est perçue par certains experts du PS, ou proches du PS, comme un facteur « politique » permettant de mobiliser les travailleurs autour du projet de gouvernement. Mais d'un point de vue plus strictement économique, elle ne se justifie que dans la mesure où des décisions importantes sont prises en faveur de l'investissement, puisque toute intégration dans la division internationale du travail pose l'investissement comme vecteur, et dans la mesure où une politique indus-

La politique barriste d'élimination des « canards boiteux » conduit à l'élimination d'entreprises ou de secteurs peu performants sur le plan international, comme le textile.





Pour le PS, il s'agit de développer des filières entières de production pour éviter la dépendance à l'égard d'autres pays industrialisés (sidérurgie, agro-alimentaire...).

truelle cohérente est menée. Pour le PS, cette politique ne doit pas se contenter d'une spécialisation étroite telle celle préconisée par Barre. Il doit développer des filières entières de production afin d'éviter la dépendance à l'égard des autres pays industrialisés et de permettre une plus grande compétitivité. Notamment pour profiter « des complémentarités intersectorielles, ouvrir des marchés aux industries de biens d'équipement qui se lanceront ensuite à l'exportation, rentabiliser au maximum la recherche en récupérant les fruits tout au long des filières de production ». Ce qui « réduit considérablement la sensibilité de l'industrie aux aléas de la conjoncture mondiale » (*Le Projet socialiste* P. 192).

Pour cela, doivent être prioritaires « les industries de traitement et de transmission de l'information, les transports, la chimie fine et la bio-industrie, les machines, la sidérurgie et enfin l'agro-alimentaire » (*Projet Socialiste*).

... Qui donnent à l'Etat un rôle accru...

Cette politique industrielle, rompant, quant aux moyens, avec la politique barriste, suppose un accroissement des moyens d'intervention de l'Etat :

- Réactivation de la planification qui fixera, grâce à la concertation avec les différents partenaires sociaux, et sur la

base d'une connaissance améliorée des possibilités de l'économie les orientations générales qui s'imposeront à tous : ce serait la mise en place d'un système social moderne.

- Nationalisation du crédit et de quelques 9 groupes industriels afin de se donner les moyens d'orienter l'investissement productif.

- Mobilisation de l'épargne en faveur de l'investissement productif et lutte contre le caractère parasitaire et spéculatif de nombreux investissements.

- Décentralisation et accroissement des pouvoirs régionaux car c'est à ce niveau que la politique de l'emploi est la plus efficace...

Les moyens définis par le PS sont nombreux et cohérents. Renouant avec la politique keynésienne, le PS en infléchit le sens en y ajoutant une sélectivité de l'allocation du capital et des réformes de structures (nationalisations, etc...) tout en conservant le cœur : le rôle de l'Etat qui doit permettre de résoudre les contradictions du système capitaliste.

... Fondées sur un certain nombre de paris

Ainsi le PS compte prendre, en raison de la situation moyenne de l'impérialisme français, le contrepied de la politique barriste et de ses variantes étrangères... Ce ne serait donc pas l'austérité qui permettrait le rétablissement

de la compétitivité et de l'intégration dans la division internationale du travail mais une politique de relance, de soutien à l'emploi et d'investissement articulée à des profondes réformes de structure.

Le PS fait donc le pari qu'une politique de soutien à la croissance, basée sur des transformations structurelles, sera plus efficace que celle de Barre dont la conséquence était l'aggravation de la dépendance française vis-à-vis des pays impérialistes dominants.

Si le PS fait un tel pari, c'est que le capitalisme français lui semble peu moderne : l'accumulation du capital est freinée parce qu'une grande partie du capital et de l'épargne est orientée vers des placements improductifs (immobilier, foncier, etc...); la mobilité du travail, indispensable à l'adaptation de l'économie, est freinée par l'inexistence de véritables incitations et d'une politique de formation professionnelle qui donnent aux travailleurs la possibilité de changer d'emploi.

Les réformes de structure doivent remédier à cet état de fait et accroître l'efficacité de l'économie française.

Le PS, au travers des résultats de modèles économétriques qui simulent les effets de la politique envisagée sur l'économie, estime disposer d'un an à un an et demi pour restructurer l'appareil productif : la politique de soutien à l'emploi et de relance n'entraînerait de profonds déséquilibres (hausse des prix, déficit extérieur) qu'en 1983, c'est donc durant cette période que tout se joue.

Pourquoi le PS réussirait-il là où Chirac a échoué ? Quels sont ses arguments ?

- Parce qu'il engagerait des réformes de structure que Chirac refusait. Mais en attendant qu'elles produisent leurs effets ?

- Parce que l'économie de la France disposerait de « marges

de manœuvres » : les inégalités sociales sont beaucoup plus grandes en France que dans les autres pays occidentaux et la correction de ces inégalités permet de mener une politique de relance (par la redistribution des revenus) qui n'est plus possible dans les pays où la social-démocratie est au pouvoir depuis longtemps... Mais ces pays sont-ils sortis de la crise ?

- La politique de l'emploi permettrait de réorienter des dépenses antérieurement consacrées au chômage vers des emplois productifs pour augmenter la productivité.

Ainsi l'axe central de la politique du PS est-il la mise en place de réformes structurelles. Mais l'efficacité de ces réformes implique l'existence d'un marché intérieur suffisamment porteur, ce qui justifie la politique sélective de la relance par la consommation, elle-même rendue possible par l'existence de grandes inégalités sociales, et la politique de l'emploi, à la fois condition — par le maintien d'une demande solvable importante — et résultat du rétablissement de la compétitivité de l'économie française qui seul permettrait de relancer l'économie.

Ce pari doit être gagné sur deux ans au maximum et la principale inconnue reste la capacité de reconquête du marché intérieur, condition de toute la politique du PS.

Aussi, si le PS renoue avec une tradition française d'un important interventionnisme de l'Etat, c'est dans des conditions bien transformées et qui fait de la reconquête du marché intérieur, la clef de cette politique. Le PS en a-t-il les moyens ?



LA CANDIDATURE « GAUCHE NOUVELLE » A TOURCOING

(9^e circonscription du Nord)

R. WYCHOWANOK, candidat, ouvrier textile, 27 ans, marié, père d'un enfant, délégué syndical à la Lainière de Roubaix.

Il a notamment participé activement aux luttes contre les licenciements et contre les mauvaises conditions de travail dans son entreprise. Issu d'une famille ouvrière du textile, émigrée de Pologne, il est particulièrement sensible à la réalité des pays de l'Est ; il a organisé les liens et le soutien avec *Solidarité*, le soutien à la lutte de libération du peuple afghan. Il est donc bien placé pour représenter la volonté de construire un socialisme dans la liberté.



MARCELLE MAËS, suppléante, directrice d'école à Tourcoing, 41 ans, mariée et mère de deux enfants. Responsable syndicale et militante politique depuis 20 ans, elle est particulièrement sensible et compétente dans le domaine de l'enfance et de la famille ainsi que sur les questions féminines. Issue d'une famille de Tourcoing, elle a participé à de nombreuses luttes contre la guerre d'Algérie, dans l'enseignement, contre le démantèlement économique de la région et pour la liberté partout dans le monde. C'est une ancienne militante du PCF qui a démissionné en 1978.

Ce que proposent les candidatures *Gauche nouvelle* sur le secteur

- Arrêt immédiat des licenciements sur Roubaix-Tourcoing avec une négociation générale immédiate sur l'avenir de l'industrie textile dans le Nord.
- Plan d'urgence pour lutter contre la sous-scolarisation et la sous-formation, mal chronique de notre secteur.
- Mise en zone d'éducation prioritaire pour Roubaix-Tourcoing
- Soutien actif au développement de la vie culturelle et à la création.
- Défense du cadre de vie visant au développement de la vie culturelle et à la création.
- Défense du cadre de vie visant au développement de la maison individuelle à loyer ou à achat modéré.
- Abandon immédiat des projets d'autoroute « dans le canal » et création d'une vaste zone verte avec plan d'eau.
- Baisse très sensible des tarifs des transports en commun et vaste concertation sur la réforme et l'amélioration du système : tramway, métro, fréquence et confort des bus.



CETTE circonscription est depuis longtemps un fief de la droite. Le député sortant est un RPR, Serge Charles, maire de Marcq-en-Barœul, ville voisine de Tourcoing, qui avait devancé le candidat socialiste de plus de 10 000 voix en 1978. Mais la gauche y opère cependant une sensible remontée depuis plusieurs années. D'ailleurs l'union de la gauche l'avait emporté certes de très peu, aux municipales en 1977, et c'était là un événement sans précédent dans la région. Un espoir était né à ce moment-là, espoir vite déçu après le décès en 1979 du maire de Tourcoing, M. Châttilloz et les divisions au sein de la municipalité qui ont suivi.

Mais Tourcoing, c'est ensuite cette ville où se constituait en 1980 un comité *Union dans les luttes* animé par Christian Maës, adjoint au maire de Tourcoing, communiste critique, récemment exclu du PCF et de M. Balduicq, conseiller général du Parti Socialiste. Ce comité d'*Union dans les luttes* avait participé à diverses initiatives sur Tourcoing et notamment la tenue du 1^{er} mai en 1980 qui avait permis de rassembler autant de forces que l'avaient fait les cortèges syndicaux à heures séparées.

Tourcoing, c'est aussi cette ville où la dissidence du PCF a

eu un certain écho par l'intermédiaire de Christian Maës, animateur du CUB mais aussi participant des initiatives de soutien en faveur de la résistance du peuple afghan. Une ville où le PS est loin de faire l'unanimité dans ses propres rangs et où l'aspect syndicaliste, notamment CFDT, joue un rôle très important dans les diverses initiatives.

Ainsi donc, dans cette circonscription, il existe un courant assez diversifié de militants organisés ou non qui reste très critique par rapport à l'union de la gauche traditionnelle, à savoir le PC et le PS, un courant qui n'a pas su encore trouver de traduction politique à leurs critiques, leurs espoirs et leurs aspirations. L'enjeu de cette candidature *Gauche Nouvelle* et de commencer à le rassembler, il est de poser les jalons dès ces législatives de juin vers la constitution de cette force politique capable de rassembler largement et unitairement ce peuple de gauche.

La démarche de cette candidature *Gauche Nouvelle* sur Tourcoing

Sur la base du texte national

« Giscard battu, rassemblons une gauche nouvelle », des réunions se sont tenues à Tourcoing avec des militants critiques du PCF, dont Christian Maës qui a signé le texte national, des militants du PCR, d'anciens militants d'extrême-gauche aujourd'hui inorganisés, des militants syndicalistes CFDT et des camarades du PSU.

De nombreuses discussions ont alors eu lieu sur le contenu même de cette gauche nouvelle, sur ses composantes et sur son avenir, ainsi que sur notre position par rapport à un gouvernement de gauche, sur la nécessité d'obtenir un certain nombre de revendications importantes sans pour autant avoir une position maximaliste.

Un autre point important de ces débats a été le souci de ne pas apparaître comme une candidature de division mais au contraire une volonté de rassembler et d'unir la gauche dans sa diversité comme le souligne la profession de foi : « *La Gauche Nouvelle, c'est l'union d'hommes et de femmes, dans leur diversité, organisés ou non dans les formations de gauche, les organisations syndicales, les associations familiales et locales.* »

Cette candidature veut prendre en compte tout ce qui est



Un revirement du PSU

Il est important de signaler quelque chose qui marque encore certaines limites à dépasser. C'est notamment la position du PSU de Roubaix-Tourcoing qui, après avoir participé aux diverses réunions préparatoires et après avoir donné un accord de principe pour une campagne *Gauche nouvelle*, a changé littéralement de position en quelques jours pour se présenter séparément et en tant que PSU et cela même sur la 9^e circonscription. Une position qui en a étonné plus d'un dans les réunions de la *Gauche nouvelle* de Tourcoing, une position marquée encore par l'ancien, l'esprit de boutique qui n'est pas étranger aux tractations d'états-majors entre le PSU et le PS pour « concéder » une circonscription à Huguette Bouchardeau et peut-être la possibilité d'une place même minime au futur gouvernement.

apparu de nouveau dans les luttes de ces dernières années et qui touche la vie quotidienne de millions de gens : « *La Gauche nouvelle, c'est la prise en compte des aspirations nouvelles apparues depuis Mai 68, au niveau de la vie quotidienne :*

• *L'intervention des travailleurs dans les décisions prises :*

— *A l'atelier ou au bureau, sur les conditions et l'organisation du travail.*

— *A l'école, dans le but de l'ouvrir véritablement sur la vie.*

— *Dans le quartier, sur la protection de l'environnement, afin qu'aucune décision ne soit prise sans l'accord des habitants.*

• *Le mouvement des femmes, non seulement porteur de revendications matérielles, mais d'une autre conception des rapports hommes-femmes, de la famille, de l'éducation des enfants, de la sexualité.*

• *Enfin, pouvoir décider de sa vie.*

La gauche traditionnelle n'a pas donné suffisamment d'importance à ces aspects fondamentaux et pour nous les problèmes du peuple ne se résoudre pas par le remplacement d'une technocratie de droite par une technocratie de gauche ».

C'est sur ces bases et à partir de nombreuses discussions qu'a pu ainsi se constituer dans cette 9^e circonscription une candidature Gauche Nouvelle qui permettra, quel qu'en soit le résultat, de faire apparaître cette volonté nouvelle de construire une force politique large et unitaire.

Un premier pas a ainsi été fait et beaucoup de choses restent encore à faire et à discuter : c'est ce que tentera de faire la Gauche Nouvelle après les législatives.

**Correspondant
Tourcoing**



« Quelque chose de nouveau dans l'air... »

10 mai : 20 heures... La télévision s'amuse à nous cacher quelques secondes les pourcentages et nous retenons notre souffle. Et d'un seul coup on ouvre grand les yeux, on se lève, on essaie de crier, on s'embrasse : ON A GAGNE !!! On cherche vainement la bouteille de Champagne que l'on s'était bien promis d'acheter et l'on s'aperçoit qu'elle n'est pas au frais dans le frigo, parce qu'on avait eu peur d'espérer trop fort, d'espérer trop vrai... Qu'importe : on commente, on chante, on vit. Les Français ne sont pas si cons que ça, on voudrait voir la tête de Giscard... et la bobine du gros Barre au chômage. On attend le discours de Mitterrand et l'on sort dans la rue. Comme l'air est doux, on se croirait en vacances. Sur le grand-place il y a un tintamarre inouï : on regarde, on s'enivre de bruit, de clameur, de joie. On vit : l'espoir et la renaissance. Des gens heureux ça commençait à devenir rares dans les rues...

Dans les cafés, dans les rues, on boit, on chante quelquefois à la santé de Mitterrand mais bien plus à la santé de

nos revendications, d'une vie nouvelle, de l'ESPOIR.

Les jours suivants, ça discute, ça commente : l'installation de Mitterrand, le nouveau gouvernement, les prochaines législatives. On en discute comme si on y était... comme si... mais on n'y est pas. On sait qu'il va se passer des choses, le SMIC, les 35 heures, la 5^e semaine, la retraite, la télé, le Tiers-Monde... Alors, on attend. Pendant ce temps-là, le boulot manque toujours d'intérêt, on reçoit toujours des consignes de travail que l'on a pas à discuter, il y a toujours quelques « responsables » surpayés et tous les autres (irresponsables ?) à la tâche. On se dit qu'il est temps maintenant que cela change, que le moment est venu de dire son mot, de s'exprimer, de décider. On sait bien que tout ne va pas changer tout de suite. Mais quand on a dit ça, on n'a rien résolu. Faut-il attendre simplement qu'une autre équipe gouvernementale prenne les choses en main ? Une équipe de gauche sans doute, mais une équipe, rien qu'une équipe pour tous les autres ? Et nous,

que devons-nous faire là-dedans ? Simplement attendre et soutenir sans réserve ? Déposer nos revendications au bureau du représentant local du nouveau gouvernement ? Attendre et perdre l'espoir qu'un jour nous puissions prendre nous-mêmes nos affaires en main, nous-mêmes, tous ensemble, sans intermédiaire. Mais si l'on perd cet espoir-là de devenir enfin une individualité agissante, entièrement participante du processus de transformation de notre société, que nous restera-t-il donc ? Combien de bulletins de vote au nom de Mitterrand qui ont été glissés dans l'urne le 10 mai, portaient en eux l'espoir qui va beaucoup plus loin que Mitterrand et son équipe, de prendre en main chacun, dans sa boîte, sa rue, son quartier, son association, sa famille, sa région la transformation de notre société ? Des millions. Oui, des millions de voix qui votèrent Mitterrand avaient déjà dépassé Mitterrand avant qu'il ne soit élu. Parce que la vieille formule « tant qu'il y a de la vie il y a de l'espoir » devenait caduque. Ce n'est plus la vie qui donne

l'espoir mais l'espoir qui pousse à la vie...

Je vous écris ces impressions après avoir lu l'appel « *Rassemblons une Gauche Nouvelle* » mais surtout après avoir assisté dernièrement à une réunion allant dans ce sens. Il y avait quelque chose de nouveau dans l'air que de voir autour de cette grande table des membres ou ex-membres, militants ou ex-militants du PSU, PS, PCF, PCR, LCR, écolos, et divers syndicats et des sans-partis discuter de l'appel, des législatives, de cette autre voix qu'il faut faire entendre à côté de celle de la gauche traditionnelle. Une autre voix qui la dépasse, l'élargit, la démocratise. Gauche Nouvelle... Gauche de la Cauche... Qu'importe le terme. Je crois qu'il y a vraiment quelque chose à faire de ce côté-là. Tous ceux qui étaient présents le pensaient et y travaillaient déjà. N'est-ce pas cela le véritable espoir ? L'espoir agissant...

**Un Roubaisien sans parti
signataire de l'appel
« Gauche nouvelle »**

LE PCR SOUTIEN CES CANDIDATURES

Le Parti Communiste Révolutionnaire ne présente pas de liste nationale aux élections législatives. Nous nous sommes efforcés de favoriser des regroupements locaux, larges et représentatifs des forces politiques et sociales porteuses des aspirations populaires, et d'œuvrer à une confrontation sur les bases politiques autour desquelles pourra se construire une gauche nouvelle.

Malheureusement, une fois encore, ces élections vont donner lieu à une multiplicité de candidatures situées à la gauche de la gauche. Nous ne pouvons que le regretter. Compte tenu des ambiguïtés contenues dans les candidatures constituées autour du texte « C'est l'heure », (que nous avons soulignées dans un numéro précédent), il ne nous est pas possible d'y participer.

Dans ces conditions nous apportons notre soutien et nous participons aux candidatures suivantes qui, à notre sens, se situent tout particulièrement dans la perspective de construction d'une gauche nouvelle :

● **Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis)** : Jean-Luc FIEVET, ouvrier à l'Alsthom-Saint-Ouen, syndicaliste et Christiane DRESSEN, assistante sociale, militante syndicale, candidats présentés par le PCR pour une gauche nouvelle.

● **Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne)** : René RODRIGUEZ, enseignant et Renaud De MONTAIGNAC, technicien, candidats du Collectif unitaire « Tout reste à faire », avec le soutien de militants d'Union dans les Luttes, du PCR, du PSU, des Amis de la Terre, d'Histoires de Banlieues.

● **Paris (19^e arrondissement)** : Alexandre BOVIAT-SIS, ancien permanent du PCF, journaliste, écrivain, communiste critique et Aline ARCHIMBAUD, enseignante, militante d'associations de quartier, candidats « Pour une gauche nouvelle », soutenus par SOS-Emploi 19^e, des syndicalistes CGT et CFDT, le PCR, des militants de Radio 19^e et d'associations de l'arrondissement.

● **Paris (11^e arrondissement)** : Jean-Paul LEFEVRE, enseignant, militant du PSU et Marc-Philippe GALAND, médecin du travail, militant du PCR, candidats d'« Alternative 81 », présentés par le PCR, le PSU, des militants syndicalistes, écologistes, féministes, associatifs.

● **Tourcoing** : Rzdyslaw WYCHOWANOK, ouvrier du textile, syndicaliste à la Lainière de Roubaix et Marcelle MAES-DERUICK, directrice d'école à Tourcoing, candidats « Pour une gauche nouvelle ».

● **Dunkerque** : Daniel BILLIAU, O.S. et Michel MESTDAGH, rééducateur, candidats « Pour une gauche nouvelle ».

● **Thionville** : Guy PERRIER, enseignant et Eddy THEIN, ouvrier, candidats « Pour une gauche nouvelle ».

● **Longwy** : Patrice RAGNI et Jean-François LEICK, ouvrier, candidats « Pour une gauche nouvelle ».

● **Lyon (1^{ère} circonscription)** : Pierre Ruffier, médecin, syndicaliste et Gérard Filizetti, chômeur, licencié des Câbles de Lyon, militant de quartier, candidats « Pour une Gauche nouvelle ».

● **Villeurbanne** : Gilbert VEYRON, ingénieur, militant du PSU, militant de quartier, syndicaliste et Camille REY, travailleuse sociale, syndicaliste, militante du PCR, candidats d'« Alternative 81 - Gauche Nouvelle », soutenus par le PCR, le PSU, des militants d'associations et de comités de quartier de Villeurbanne.

● **Vénissieux** : Elisabeth MEYNAND, enseignante, militante de quartier et Albert AYET, O.S., candidats « Pour une gauche nouvelle ».

● **Pau** : Jean-Michel CAZALET, syndicaliste, militant anti-nucléaire et Michel LARBAREILLES, syndicaliste, candidats « Pour une gauche alternative ».

● **Angers** : Denis CRESPE, postier et Serge AUDOIN, ouvrier, candidats « Pour une gauche nouvelle ».

● **Nantes** :
- Pierre JOURDAIN, ouvrier-chaudronnier et Georges BIRAULT, ouvrier-rectifieur.
- Dominique JAUNAS, cheminot, syndicaliste Mireille DUVERNE, employée.

Candidats « Vers une gauche nouvelle, pour une alternative anti-capitaliste », soutenus par le PCR et l'OCT.

● **Belfort** : Jean-Marie GREVILLOT, ouvrier à Buhl et Michèle NIEPSE, enseignante, syndicaliste, candidats « Pour une gauche différente ».

● **Auxerre** : Daniel LAPRADE, militant du PSU et Jeanine BACH, militante du PCR, candidats « PSU-PCR-Alternative 81-Gauche Nouvelle ».

● **Aix en Provence** : Sonia BOUÉ, dactylo, militante d'Aix-Ecologie, et Maurice NETTER, chercheur en économie, militant du collectif anti-raciste, syndicaliste, présentés par le « regroupement pour une gauche alternative ».



LA CANDIDATURE « ALTERNATIVE 81- POUR UNE GAUCHE NOUVELLE » A VILLEURBANNE (6^e circonscription du Rhône)



AILBERT Veyron, ingénieur, militant du PSU et Camille Rey, travailleuse sociale, militante du PCR, représentant la candidature « Alternative 81-Pour une gauche nouvelle » de la 6^e circonscription du Rhône.

Cette candidature veut concrétiser l'aspiration à l'unité d'un éventail large et divers de militants villeurbannais, syndicalistes (surtout CFDT) militant anti-racistes, militants d'associations de quartier et d'associations familiales, militants de gauche et d'extrême-gauche (PCR, PSU, OCT). Une bonne partie d'entre eux ainsi que des militants du PS, du PCF et de la CGT s'étaient déjà rassemblés autour d'un texte appelant à vaincre les divisions (une première réunion s'était tenue en avril), mais surtout cette aspiration à l'unité s'était manifestée à travers des mobilisations concrètes : collectif sur la question du logement, cela indépendamment des deux partis traditionnels, PCF et PS.

Villeurbanne : circonscription bien particulière

D'abord parce que ses limites coïncident exactement avec celle de la municipalité de Villeurbanne, ce qui donne une résonance particulière à la candidature du maire Charles Hernu, promu récemment ministre de la Défense. D'ailleurs, celui-ci ne se prive pas d'en faire un argument électoral : « La 6^e circonscription, c'est la commune de Villeurbanne... Le député de Villeurbanne doit relayer, amplifier les efforts de la municipalité ».

C'est en effet à partir de son action à la mairie que Charles Hernu a construit une place forte du PS : 58,13 % des voix pour Mitterrand, au deuxième tour de l'élection présidentielle contre 41,8 % pour Giscard. Ce qui a fait dire à un journaliste du Progrès que Villeurbanne était

« la plus mitterrandiste de la région Rhône-Alpes ». Ensuite parce que, depuis son arrivée en 1977, l'action de cette municipalité PS homogène est à plus d'un titre instructive. En ce qui concerne l'emploi, certes la municipalité a créé des emplois municipaux mais qu'a-t-elle fait pour s'opposer aux licenciements de Delle, de Reybier, de Fougères. Elle se targue d'avoir favorisé l'installation d'industries nouvelles, alors que la plupart des problèmes d'emploi se traitent par-dessus la tête des premiers intéressés, les travailleurs et les syndicats. En ce qui concerne le cadre de vie, n'oublions pas que « l'espace des droits de l'homme » (ex-J.B. Martin), le mur anti-bruit des Buers, la ligne 69 n'ont été acquis que grâce à la lutte des comités de quartier. En ce qui concerne l'exercice du pouvoir par les travailleurs, certes, la municipalité favorise la création d'associations, mais quel rôle ont-elles ? Le conseil consultatif

des associations porte bien son nom : il n'est que consultatif. En ce qui concerne le logement, « Vive à Villeurbanne » oui, mais à quel prix ? Une HLM F4 pour 1 300 francs. Et le président de ces habitations soi-disant à loyer modéré n'est autre que M. Hernu.

Pourquoi la municipalité choisit-elle une politique de rénovation (on rase tout, on reconstruit mais plus cher), ce qui a pour conséquence de chasser les familles modestes, plutôt qu'une politique de réhabilitation permettant aux habitants de rester sur place ? En ce qui concerne les travailleurs immigrés, certes le PS n'envoie pas des bulldozers, mais combat-on le racisme en donnant un avis défavorable aux familles immigrées qui veulent régulariser leur situation, en limitant la proportion de population immigrée dans certains quartiers ? Le PS n'entretient-il pas de la sorte l'idée répandue par la droite que les

immigrés sont la cause de bien des maux (chômage, délinquance) ?

Remarquons à ce propos, que le PCF, alors qu'il est dans l'opposition à Villeurbanne, a bien du mal à se démarquer du PS. Cela explique sans doute son silence sur cette question de l'immigration, son absence des différentes mobilisations anti-racistes. Alors qu'une grève de la faim (menée par Costil, Delorme et Hamid contre l'expulsion de jeunes immigrés de la deuxième génération) recueillait de très nombreux soutiens, et sympathies à Lyon et dans la France entière, le PCF s'est maintenu en dehors de ce courant unitaire. Cette situation ne concerne pas seulement l'immigration mais l'ensemble de la vie politique et associative de Villeurbanne (logement, cadre de la vie). Elle aboutit non pas à une normalisation comme le disent certains observateurs mais à un tassement électoral et à une érosion militante du PCF.

Pour une véritable politique de gauche sur Villeurbanne

Il est vrai qu'à Villeurbanne, l'action de la municipalité PS est visible : construction de logement sociaux, d'équipements

(crèches, stades, piscines, espaces verts), développement de la vie associative, mais la municipalité garde l'exclusivité de tout pouvoir de décision et syndicats, associations, comités de quartier n'ont qu'un rôle de consultation mais surtout pas de décision.

C'est principalement sur ce point que s'est opéré le rassemblement de ceux qui soutiennent

la candidature « *Alternative 81-pour une Gauche Nouvelle* » : avoir véritablement droit à la parole, droit de décision sur nos quartiers, sur les choix locaux aussi bien économiques que sociaux. C'est pour le moment autour de cette aspiration à décider nous-mêmes de notre vie que se construit la gauche nouvelle à Villeurbanne. Force

est de constater qu'aucun des deux partis traditionnels de gauche ne répond réellement à cette aspiration.

Pour se renforcer, cette nouvelle force a bien d'autres questions à discuter. Beaucoup ont déjà été abordées au cours de cette campagne électorale comme les questions brûlantes, face à Hernu, de la Défense et des

choix énergétiques et d'autres posées avec force par les syndicalistes, sur la nature du travail, son contenu, sa finalité. Il faudra aussi aborder le problème des relations hommes-femmes, et les questions posées par les associations (cadre de vie, relations sociales et familiales).

**Correspondant
Villeurbanne**



VERS DES MODIFICATIONS DE LA GEOGRAPHIE ELECTORALE ?

AU terme des élections des 14 et 21 juin, la géographie électorale de la France pourrait bien se trouver transformée de façon significative, si toutefois le Parti Socialiste enregistre la poussée que laissent prévoir et les sondages et la situation politique elle-même.

Une des grandes questions posée par ces législatives, qui interviennent dans un contexte radicalement nouveau, est bien de savoir si la probable croissance de la gauche va se traduire simplement en terme de phénomène majoritaire, ou en terme de « raz-de-marée » électoral, comme il y en a eu quelques-uns dans notre histoire. Jusqu'ici, et par-delà la fluctuation des rapports de force au sein de l'Assemblée Nationale, les signes de continuité l'emportent dans la géographie électorale de la V^e République.

Depuis 1962, premières législatives véritables de la V^e, il n'existe en effet pas moins de

272 circonscriptions, sur 474 que compte la métropole, qui n'ont pas changé de couleur politique. 212 d'entre elles sont invariablement détenues par la droite, et 60 autres, seulement, sont ancrées depuis 20 ans à gauche. La majorité parlementaire s'est ainsi jouée traditionnellement dans les 202 circonscriptions restantes, où l'alternance a déjà existé donc. Gardant ses 60 circonscriptions inamovibles (dont 10 vont au PCF et 50 aux socialistes), la gauche peut fort bien s'assurer la majorité dans la nouvelle Assemblée en triomphant dans la plupart des 202 circonscriptions « fluctuantes ».

On peut cependant estimer, le résultat de dimanche le dira finalement, que la dynamique apparue le 10 mai va aller au-delà, mettant ainsi un terme à près de vingt ans de domination de la droite dans un certain nombre d'endroits jugés jusqu'à présent inaccessibles. Il faudrait alors parler de transformations

en profondeur de la carte électorale, avec toutes les conséquences que cela implique.

Le mode de scrutin change tout

Le type de scrutin en vigueur permet ce genre de bouleversements, pour autant qu'un parti soit en mesure de franchir le seuil des 30 % des suffrages, ce qui sera peut-être le cas du PS. Ce dernier a ainsi la possibilité de refaire, pour son compte, le chemin parcouru par les gaullistes depuis 1958 : possédant la présidence de la République, clé de voûte du système, les gaullistes se sont assurés la domination parlementaire dès 1958 ; ils l'accrochèrent en 1962, avec plus de 30 % des voix. Relais du pouvoir, se créant une assise territoriale solide au fil des années, les députés gaullistes ont ainsi pu durer : 31,4 % en 1967,

37,3 % en 1968, 36,7 % en 1973.

Pendant brutalement 14 points en 1978, ils n'en restaient pas moins le plus fort groupe parlementaire, et de loin, grâce justement à leurs implantations et au mode de scrutin. De toute évidence, l'introduction de la proportionnelle, que le nouveau pouvoir dit souhaiter mettre en place, modifierait radicalement ce « profil » électoral.

Estimation

Le mode de scrutin, on le voit, pèse de tout son poids dans les évolutions politiques. On peut en avoir une idée au vu de quelques simulations qui peuvent être effectuées avant le vote de dimanche.

— Si l'on transposait mécaniquement les résultats de l'élection présidentielle pour les législatives, on obtiendrait une majorité écrasante pour la gauche. Celle-ci l'a, en effet, emporté dans 308 des 491 circonscriptions représentées à l'Assemblée. Sur ces 308 circonscriptions, 262 ont placé le PS en tête de la gauche. Avec la « projection présidentielle », la nouvelle composition de l'Assemblée serait donc de 262 PS et MRG, 46 PCF, et 183 députés de droite.

— Une deuxième estimation peut être faite en prenant en compte les résultats de 1978 d'une part, et les progrès de la gauche le 26 avril d'autre part.

En 1978, le PS (avec le MRG) l'avait emporté dans 113 circonscriptions. Dans 34 cas, les candidats du PS n'avaient pas été battus au deuxième tour que de moins de 2 points, dans 34 autres cas de moins de 4 points, et enfin dans 23 cas de moins de 6 points. Sur ces 91 circonscriptions « serrées », 56 ont donné une majorité de suffrages à Mitterrand le 10 mai. Le PS peut donc les revendiquer, ce qui porterait son total de députés à 169. En outre, sur les 86 circonscriptions détenues par le PCF, et acquises à la gauche, 44 ont vu Mitterrand devancer Marchais au premier tour de l'élection présidentielle. Logiquement, ces sièges devraient aussi revenir au PS. Ainsi, avec cette estimation, la composition de la nouvelle Assemblée serait de 213 socialistes et radicaux, 42 PCF — soit 255 sièges —, « petite » majorité pour la gauche, et 236 pour la droite.

En fait, les résultats définitifs du 21 juin au soir échapperont largement à ces deux logiques, le rapport de force tel qu'il sera établi dimanche soir connaissant d'importantes distorsions, sans doute au profit des socialistes.

Nicolas DUVALLOIS

QUAND LA DROITE « SE TOURNE VERS L'AVENIR »

C'EST un spectacle auquel on n'était pas accoutumé : la droite faisant campagne après une défaite, et quasi certaine d'en essayer une deuxième. Dans cette situation où tous les sondages la donnent perdante une seconde fois, tous les moyens semblent bons aux leaders des partis de droite pour tenter de récupérer les voix perdues lors des présidentielles. Les « arguments » sont à la hauteur.

Comme on sait qu'une part des suffrages qui se sont portés sur Mitterrand proviennent d'électeurs de droite mécontents on s'arrangera pour ne pas les prendre à rebrousse-poil.

On ne va donc plus blâmer personne pour avoir voulu changer de président. Il faut, dit Chirac, « se tourner résolument vers l'avenir ». L'avenir, cela consiste à empêcher qu'un parti politique ne domine de façon écrasante la vie politique française. Vous rendez-vous compte ? Un même parti risque d'avoir l'Élysée, Matignon, et en plus l'Assemblée nationale. Chose jamais vue sous la V^e République, comme chacun sait.

Vite, vite, il faut réaliser « l'équilibre des pouvoirs », établir un « garde-fou contre la tentation collectiviste ». On se frotte les yeux : n'étaient-ce pas les mêmes qui, lors des législatures précédentes, nous expliquaient doctement qu'il fallait, sous peine de crise des institu-

tions, élire une majorité conforme à l'orientation du président. Fini, tout cela. Jacques Chirac a révisé ses leçons et relu la Constitution : « Il n'est pas inscrit dans notre constitution que les Français doivent élire toujours une Assemblée de même tendance que celle du président, ou alors il n'y aurait plus qu'à supprimer les élections législatives ». Que dire contre un aussi gros bon sens, sinon qu'il est un peu tardif ?

Fais-mois peur

Pour le reste, l'argumentation, si l'on peut dire, se résume à tenter de faire passer le grand frisson. Sachez donc que le programme socialiste constitue « une véritable révolution pour la société française ». C'est en tout cas l'opinion de M. Chirac, qui précise que le *Projet Socialiste* prévoit, entre autres choses, la suppression de la médecine libérale et de l'enseignement privé. Que ceci soit faux n'est pas bien grave. On aura surtout compris que l'on s'adresse aux couches les plus réactionnaires de l'électorat.

Et même, songez que l'on a prévu la nationalisation des banques, de toutes les banques. Ainsi les Français seront-ils contraints de confier tout leur argent à l'Etat, de surcroît un Etat dirigé

par les rouges. Brrr... Vous mesurez le risque : votre argent aux mains de quasi-fonctionnaires ! « Les Français seraient traités demain par les banquiers un peu comme ils sont traités par la Sécurité sociale, renchérit Chirac. Cela, c'est un choix de société ».

On arrête la construction de la centrale de Plogoff, et c'est la fin de l'indépendance énergétique de la France. Songez : « Toute suspension du programme, c'est plusieurs années de pertes ». M. Chirac réclame sa dose de radiations.

Dans le sordide, M. Chirac, pour sa part, est assez à l'aise : il s'indigne de ce que le Président de la République puisse se permettre de grâcier un condamné à mort, sans que le Parlement (quel parlement ?) ait débattu de la peine de mort. Du sang, réclame M. Chirac.

Il y a aussi, pour poursuivre dans le rance, le vieil épouvantail des éventuels ministres PCF. Avec un PCF fortement réduit sur le plan électoral, l'argument ne risque plus guère d'influencer l'électorat fluctuant qui fait la décision. Sauf peut-être pour l'inciter à renforcer d'autant le poids relatif du PS au sein de la gauche. Ce qui n'est pas forcément l'effet recherché.

Pour que tout soit complet, il fallait aussi que la droite se contredise elle-même. C'est chose faite : après les annonces de

Aujourd'hui, déjà les faits
Le gâche commence. D'ici la fin de l'année ce qui va être accordé pour le S.M.I.C., les allocations familiales et vieillesse. Le franc se dévalorise, les investisseurs étrangers s'enfuient.

Demain, le projet socialiste !
Parents, demain vous n'aurez plus le choix du médecin de vos enfants ni l'accès à l'école libre.
Chefs d'entreprise, demain, accablés par les taux d'intérêt, vous ne pourrez plus investir ni embaucher.
Les jeunes, demain, verront les portes du travail se fermer devant eux.
Cadres, demain, vos cotisations de Sécurité sociale seront dévalorisées et les revenus s'affaibliront sous la pression fiscale.
Familles, demain, vos avantages fiscaux s'évanouiront avec la suppression du quotient familial.
Commerçants, agriculteurs, demain vous ne serez plus du tout, tant il est vite que l'entreprise individuelle procède, parait-il, d'un esprit « petit-bourgeois ».
Non, ce n'est pas un leurre, tout est écrit noir sur blanc dans le « *Projet socialiste* ». Il est essentiel que vous le lisiez avant le 24 juin.

Ne rêvons plus

A l'U.D.F., nous ne rêvons plus, nous avons une volonté, nous voulons une France libre, généreuse, une France où chaque individu puisse s'exprimer sans sectarisme ni contrainte, où la collectivité n'impose pas un mode de vie obligatoire.
Un bonheur standard.
Nous voulons un bonheur librement choisi.
Nous voulons préserver ce qui a été durement acquis ces sept dernières années.
Nous défendons fiévreusement la sécurité contre les risques qui vous menacent.
Le U.D.F. vous offre un laboratoire pour une expérience socialiste.
La France n'est pas un laboratoire pour une expérience socialiste.
La France est notre France.

UDF
NOTRE FRANCE

Un placard publicitaire publié dans la presse : thème de la campagne de la droite, faire le plus peur possible...

raz-de-marée, tremblements de terre et autres cataclysmes en cas de confirmation de la victoire de la gauche, la droite en vient à envisager des convergences avec le PS.

« Si le Parti Socialiste rompait réellement et clairement avec le Parti Communiste, un effort de rassemblement et d'unité nationale pourrait être tenté avec lui », annonce le même Chirac, qui pourfendait comme révolutionnaire toute politique socialiste. Il faudrait qu'il se décide : est-il pensable aux yeux de

l'électorat de tenir deux discours, l'un jouant sur la stratégie du recours face à une expérience socialiste qu'on annonce désastreuse, l'autre ayant une attitude d'ouverture vis-à-vis des mêmes socialistes ?

Conque pour appâter à la fois les électeurs les plus réactionnaires et ceux qui sont à la limite de la droite et de la gauche, une telle ambiguïté pourrait bien rebuter les uns et les autres.

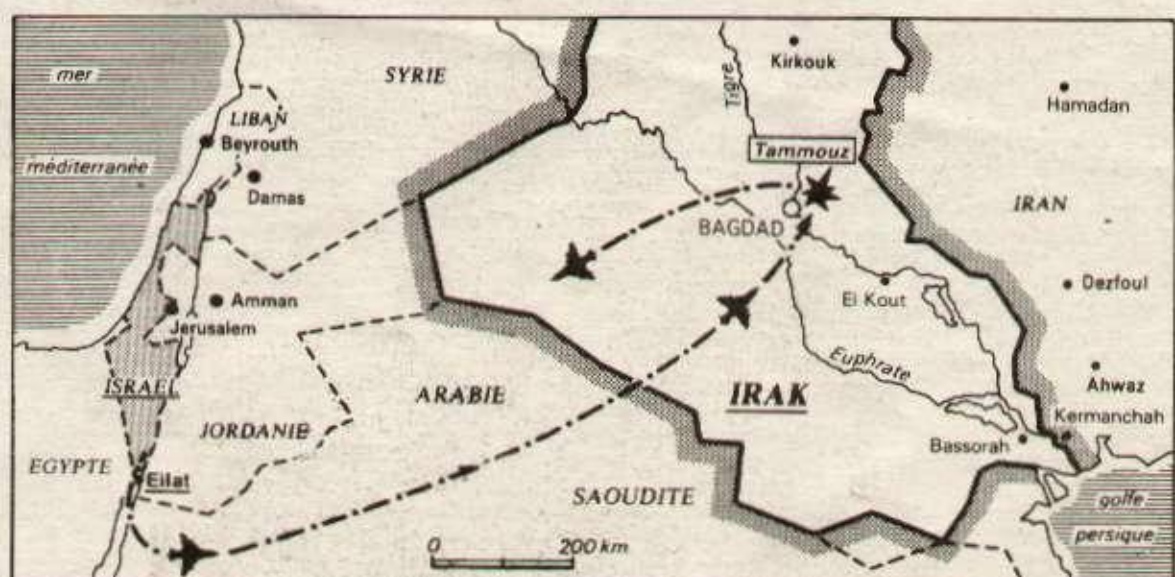
François NOLET

L'AGRESSION SIONISTE CONTRE L'IRAK

C'EST à une provocation délibérée que s'est livré l'Etat sioniste en bombardant, dimanche dernier, le centre nucléaire irakien de Tammouz, montrant une fois de plus sa vision très extensive de la notion de « frontières sûres et reconnues » frappant à plus de 900 kilomètres de son territoire.

Le prétexte est connu : le centre nucléaire de Tammouz, installé par la France en vertu d'un accord signé en 1975, aurait été susceptible de fournir à l'Irak la possibilité de produire une bombe atomique.

Peu importe pour la propagande sioniste qu'il se soit agi en fait d'une chaîne nucléaire civile, expérimentale de surcroît. Peu importe que la charge d'uranium enrichi, fournie par les techniciens français, n'ait pas eu la masse critique nécessaire pour la fabrication d'une bombe atomique. Peu importe que le combustible irradié ait toujours été récupéré après son utilisation et



ramené en France. Peu importe que l'Irak, signataire du traité de non-prolifération des armes atomiques, soit soumis à la surveillance de l'Agence Internationale

de l'Energie, et que, par exemple, tout ce qui se passe dans les réacteurs du centre de Tammouz soit filmé jour et nuit par des caméras pour le compte de cette

institution internationale. Cette agression injustifiable, et qui suscite une réprobation unanime sur le plan international, prétend même se parer de consi-

dérations humanitaires. Il fallait frapper tout de suite, explique Begin, parce que, si l'on avait frappé plus tard, à un stade plus avancé de la construction de la centrale, les radiations auraient risqué de toucher la population civile. Raison humanitaire avancée aussi dans le choix du jour, un dimanche. Alors que le jour férié en Irak est le vendredi. Le ridicule le dispute ici à l'odieux.

La raison principale de l'attaque contre l'Irak — mais celle-ci n'est pas avancée officiellement — réside dans la situation intérieure de l'Etat sioniste. Elle intervient trois semaines avant les élections législatives, dont on s'attendait, il y a encore quelques mois, à ce qu'elles donnent la victoire à l'opposition travailliste de Shimon Peres. Depuis, Begin a amorcé une remontée dans l'opinion publique sioniste, et il parachève son œuvre par cette opération. Au prix d'un isolement rarement atteint sur la scène internationale.

Le PCF à la veille des législatives

ATTENTE ET INQUIETUDES

En Seine-Saint-Denis, le désarroi, la désorientation et l'inquiétude des résultats de dimanche semblent prédominer chez les militants du PCF

La victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle, a laissé nombre de militants du PCF désorientés, désarroi accru par le retournement aussi soudain qu'imprévu de leur parti.

Les mêmes militants pourfendeurs de la social-démocratie la veille des élections, rasaient presque les murs au lendemain du premier tour. Cette victoire a été ressentie pour les plus mobilisés de la campagne Marchais, comme une défaite, avec des réactions de relativisation de la

victoire ce qui a accentué la coupure avec ce que pensait la majorité des gens sur les lieux de travail.

Très vite, il a fallu recentrer. Ainsi, par exemple, dans le Congrès Régional du SNETP-CGT qui a suivi les élections, se sont succédé des interventions de militants affirmant « qu'il fallait accompagner les travailleurs, ne pas se couper d'eux et utiliser leur volonté de changement pour avancer les objectifs de classe... » Manifestement ce n'était pas du goût de tous, car d'autres déploraient la réaction « trop molle » de Séguoy par rapport au nouveau gouvernement.

Ce recentrage a amené des cellules qui dans certains établissements scolaires appelaient à l'abstention le lendemain du premier tour, à organiser des « pots de la victoire » le lendemain du second. Certaines municipalités comme La Courneuve ou Saint-Denis ont voulu « fêter » la victoire en organisant des bals le samedi suivant, mais en général le cœur n'y était ni du côté des militants, ni du côté de la population qui ne s'était pas déplacée massivement ; plusieurs semaines après un militant de Saint-Denis interpellait un ancien dans le bus qui revenait du meeting Marchais au Parc des Princes en lui demandant : « En 1936, il y avait un grand

élan populaire ? C'était ressenti comme la victoire de toute la gauche ? Les communistes étaient plus acceptés par les gens ?... »

Le score de Marchais est ressenti malgré les explications officielles sur le vote utile et la spécificité de l'élection présidentielle comme un désaveu, une coupure d'avec une frange des travailleurs. A l'Alsthom Saint-Ouen, la moitié des ouvriers fait confiance au nouveau gouvernement et a été favorablement impressionnée par les mesures sociales prises. Aussi pour les militants du PCF, à part protester verbalement ou par l'intermédiaire de la CGT contre le caractère limité de l'augmentation du SMIC ; ou comme à la cité des Francs-Moisins à Saint-Denis, lors d'une intervention devant le supermarché de la cité avec Zarka le candidat député réclamer que la hausse prévue de l'essence soit payée sur les « profits des compagnies pétrolières privées et étrangères » la tonalité d'ensemble est à l'union, au moins dans les discours, car quand on discute avec les militants, c'est le contraire qui apparaît.

Un fort ressentiment contre le PS

Le ressentiment est grand

contre le PS, d'abord parce qu'il ne laisse pas au PCF l'exclusivité des mesures sociales, celui-ci qui criait au consensus avant les élections, est en porte-à-faux car il n'a même pas le bénéfice de la présence de ministres communistes au gouvernement pour pouvoir revendiquer aussi la responsabilité de ces mesures.

L'absence de ministres et l'arrogance du PS dans les discussions pour l'accord ont avivé le rancœur et les confortent dans leur analyse antérieure du PS.

A la sortie du meeting du Parc des Princes les militants n'étaient pas convaincus par la manière triomphaliste dont Marchais avait présenté l'accord. Pour les uns, « c'est bien toutes ces convergences, mais les divergences, comment va-t-on les régler ? » ; pour un autre responsable dans une section de Saint-Denis : « C'est un accord qui reflète la situation actuelle, mais qui est sans grande portée ; mais il n'est pas simplement tactique, c'est une étape qui reconnaît ce qu'il y a de commun au niveau des objectifs, mais le problème est que l'on n'est pas d'accord sur les moyens à employer pour y parvenir, nous on veut taxer les profits, eux ils subventionnent les patrons ».

De même, le scepticisme était grand sur la présence de ministres

PCF au lendemain des législatives.

Interrogé sur les causes de cette situation les réponses sont multiples : pour l'un, militant à Saint-Denis, « c'est parce que Marchais ne s'est pas assez présenté comme un candidat qui pouvait arriver en tête, ce qui a favorisé le vote utile », pour l'autre, responsable dans une section, « c'est une des conséquences de la crise, les gens sont par nature réformistes et plus enclins à choisir ce qui leur paraît à portée de la main ; on l'avait bien vu dans notre cité, les chômeurs ne croyaient pas aux mesures proposées dans les 131 propositions, ça leur paraissait trop lointain ». Pour des sympathisants du PCF, dans cette cité : « Ils ont trop tapé sur le PS, c'est sur la droite qu'il fallait taper ». Cette critique a été implicitement reconnue par Marchais qui, dans son discours au Parc des Princes a affirmé qu'il n'y avait pas d'attaques contre le PS dans ses discours de la campagne présidentielle.

Dans un établissement scolaire du 93, certains militants parlaient de « malentendus à dissiper » affirmaient que le PCF n'avait jamais dit dans la campagne présidentielle que le PS était dans le camp de la droite, mais qu'il avait des « tendan-





ces », « des tentations à droite », qu'il fallait distinguer Mitterrand qui par son attitude face à la guerre d'Algérie avait prouvé qu'il pouvait être nettement à droite du reste du PS. Un autre, plus haut placé dans l'appareil, reconnaissait qu'il y avait eu des « exagérations », en particulier avec l'expression « bande des trois », et qu'il faudrait après les législatives faire un « bilan sérieux de cette campagne trop poussée par rapport au PS » ; « les électeurs nous ont mis devant le fait accompli, ils n'ont pas suivi nos propositions, il faut sérieusement se mettre au travail pour savoir pourquoi ».

Pour cet autre cadre du PCF à La Courneuve, le PS reste ce qu'il est : « On a essayé avec le programme commun, cela a profité au PS, il faut réfléchir, c'est aussi en luttant qu'on apprend ; la seule solution est de continuer à apporter nos explications, regagner l'opinion sans se décourager ».

D'autres explications avancées sur ce recul et qui pourraient être rattachées à l'insistance avec laquelle il a été fait référence « au socialisme aux couleurs de la France, à la validité de cette perspective des XXII^e et XXIII^e Congrès », et à l'appel Aux ouvriers adressé par Marchais au meeting du Parc des Princes : « Le parti, depuis la signature du programme commun, n'a pas su assurer ses arrières, définir une stratégie et faire campagne sur ses objectifs stratégiques ». Le flou reste grand et les militants s'embrouillent quand on essaie de savoir si ces « objectifs stratégiques » sont « le socialisme », « la démocratie avancée » ou les « 131 propositions ».

Il semble dans les discussions qu'il n'y ait pas de point de vue bien établi sur les causes du recul, chaque militant a ses propres explications et tous sont

dans l'attente du résultat des législatives. Les responsables apportant des éléments d'autocritique alors que c'est moins net pour les militants.

Si on en vient à discuter sur le rôle de l'affaire de Vitry, de l'Afghanistan, de l'alignement sur l'URSS ou sur le sectarisme par rapport à tout ce qui n'est pas PCF dans une cité par exemple, ces éléments d'analyse gênants et issus de l'extérieur du parti, sont rejetés : « Vitry, cela a été grossi », « l'Afghanistan, ce sont des campagnes de presse bien spécifiques à la France » me dit ce militant de la cité des Francs-Moisins, à Saint-Ouen, qui a fait le déplacement au parc des Princes avec le noyau dur de la dizaine de militants qui représentent les éléments actifs et les cadres du PCF de cette cité de 1 500 logements. Ce militant trouve que Marchais, dans son discours, n'a pas assez attaqué la droite « car c'est cela qui unit ».

Que faire s'il n'y a pas de ministres communistes au gouvernement ?

Répétée et ovationnée sans cesse au meeting du Parc des Princes, la présence de ministres communistes au gouvernement est ce qui unit le plus les militants qui ont fini par penser que la victoire de Mitterrand c'est aussi leur victoire.

La réticence du PS est perçue comme une atteinte à la démocratie et quand on pose la question des moyens à la disposition du PCF pour imposer des ministres et reconquérir du terrain perdu auprès des électeurs, les réponses sont diverses.

Outre ceux qui se demandent s'il ne faut pas « mieux propager

Chalon/Saône IMMIGRES : UNE VICTOIRE D'IMPORTANCE



Les 21 travailleurs immigrés tunisiens, en grève de la faim depuis le 9 mai, viennent de remporter un succès considérable. Au centre de leur lutte, une revendication : la régularisation de tous les sans-papiers. Ils viennent d'obtenir, après 21 jours de grève de la faim, 56 autorisations provisoires de séjour (pour trois mois) renouvelables ; ce nombre correspond à celui des clandestins connus sur Chalon, ceux dont les dossiers ont pu être présentés au préfet. Les 21 ont aussi obtenu la garantie que l'attribution de leur carte de séjour et carte de travail sera examinée rapidement.

Cette victoire est d'abord celle de la détermination sans faille des grévistes ; ainsi l'un d'entre eux, qui avait été hospitalisé alors

que son état devenait inquiétant, a refusé de rester à l'hôpital et a rejoint ses camarades. C'est aussi la victoire de la mobilisation des immigrés, tunisiens et autres nationalités, autour de leurs camarades, mobilisation traduite par de nombreuses initiatives pendant ces trois semaines.

Et maintenant ? Les 21, en précisant que la grève de la faim n'était qu'une étape parmi les luttes pour obtenir la régularisation définitive de tous les sans-papiers, affirment que la lutte se poursuivra pour l'abrogation des lois racistes Barre-Bonnet-Stoléru. Et la vigilance reste de règle.

Correspondance

les objectifs stratégiques » pour ce militant de Saint-Denis : « Il faut mieux laisser passer l'orage pour ne pas tomber à 10 % ». Dans la CGT le mot d'ordre est « de s'appuyer sur la volonté de changement pour multiplier les initiatives », avec l'arrière-pensée en particulier dans l'Education nationale et la fonction publique, de mettre le nouveau gouvernement devant le fait accompli. D'où un double discours : « Nous sommes dans la majorité présidentielle », ce qui n'était pas évident pour de nombreux militants au lendemain des élections et « la CGT est un syndicat indépendant et souverain », ce qui permet de critiquer le PS à propos du SMIC à 10 % ; critique qui faisait le gros des conversations dans le bus de Saint-Denis qui allait au Parc des Princes pour Marchais.

Pour un autre militant, « le parti votera la censure si cela ne va pas », pour un autre, « il nous reste la CGT et la présence

du parti dans les entreprises », et puis il y a tout le terrain social car, « il va falloir se battre pour faire céder les tôliers et les travailleurs verront bien qui est à côté d'eux ». Un autre enfin, met tout son espoir dans un prochain congrès du parti, « se tenant dans des conditions internationales plus favorables, avec une stabilisation en Pologne et en Afghanistan, ce qui éviterait qu'elle passe sur le parti et donc permettrait d'aller au fond des choses et de faire le bilan du parti, depuis que Waldeck Rochet a quitté la direction du parti... ».

Pour celui-là, « on pourra même aller jusqu'aux grèves, mais je ne le souhaite pas ».

En tout état de cause, tout se passe comme ci, PCF et CGT s'était partagé les rôles, le PCF développant à cause des élections un discours unitaire, la CGT, par la bouche de Krasucki conservant la « liberté de critiquer le PS ». Point de vue

confirmé par une militante d'une cité, disant : « On n'est pas suivis pour l'instant, il faut attendre après les législatives, heureusement qu'il y a un syndicat qui n'hésite pas à dire ce qu'il fait et à rester sur des positions de classe ».

Même si les militants pensent que les législatives ne vont pas faire remonter le PCF à 20 % mais à 16, 17 ou 18 % à cause de « la prime au vainqueur » ce qui désoriente le plus et va sembler-t-il susciter le plus de réflexions, c'est la coupure ressentie tous les jours dans les cités, sur les lieux de travail et dans les votes d'avec une partie de ce qui faisait l'environnement habituel des militants.

Les uns s'interrogent, avancent des hypothèses, les autres attendent ce que leur dira le prochain comité central, tous attendent le résultat des législatives.

Correspondant

LIRE GRAMSCI...

(3) Contre une interprétation erronée de l'action du facteur économique

Par Charles VILLAC

COMMENT rendre compte du surgissement des événements historiques ? Telle est une des questions à laquelle s'attache Gramsci et qui lui permet de mettre en défaut certains aspects de l'économisme et de restituer la complexité de l'histoire.

Parlant de la superstition économiste, Gramsci montre comment elle est réductrice et rend incapable de rendre compte de la raison d'être des initiatives politiques. En effet, elle ramène mécaniquement celles-ci à des intérêts immédiats, elle réduit les ressorts de l'action politique au facteur économique immédiat.

Devant des événements, et Gramsci se réfère par exemple au Coup d'Etat du 2 décembre 1851 en France, la démarche économiste consiste simplement à se demander « à qui sert immédiatement l'initiative que considérons » ?

Et, ajoute Gramsci, si la réponse ne pose généralement pas de problème, il faut mesurer à quel point elle est dépourvue de signification théorique, à quel point elle a une bien pauvre portée politique et une bien maigre efficacité pratique.

De ce point de vue, Gramsci recommande de se reporter au 18 Brumaire de Louis Bonaparte de Marx pour, écrit-il, « étudier quelle importance relative on y donne au facteur économique immédiat et quelle place en revanche y a l'étude concrète des « idéologies » » (1).

Là apparaît avec netteté l'inanité de la démarche qui consiste à vouloir tout réduire à une cause immédiate, quand il s'agit de rendre compte des événements historiques.

Par ailleurs, Gramsci met en lumière le statut qui est accordé à l'initiative politique et intellectuelle dans le cadre de l'économisme ; il écrit : « C'est une attitude pour le moins étrange que celle de l'économisme à l'égard des expressions de la volonté, de l'action et de l'initiative politique et intellectuelle, qu'il considère comme si elles n'étaient pas une émanation organique des nécessités économiques et même la seule expression efficace de l'économie » (2).

Retenons de cette citation les points suivants : Gramsci rappelle la dépendance de l'initiative politique et intellectuelle vis-à-vis des nécessités économiques ; on ne peut envisager initiative politique et intellectuelle comme n'ayant pas de lien avec l'économie, non pas un lien mécanique, immédiat et direct — ce que, on l'a vu, Gramsci a remis en cause ci-dessus — mais un lien tel que initiative politique et

intellectuelle forment une unité indissoluble avec les nécessités économiques ; mais à cette première affirmation, il faut rattacher la seconde qui exprime le fait que l'économie n'est pas directement efficace, par elle-même, dans la production des événements historiques ; elle doit, pour être efficace, passer par des médiations, par des initiatives, et cela sur le plan intellectuel et politique.

L'efficacité de la crise économique dans la production d'événements historiques fondamentaux

Pour mettre en lumière l'efficacité propre à la crise économique, Gramsci se réfère à la crise historique fondamentale qui a débouché sur la Révolution de 1789 en France. Il écrit : « Une autre question liée aux précédentes est de voir si les crises historiques fondamentales sont déterminées immédiatement par les crises économiques... On peut exclure que, par elles-mêmes, les crises économiques immédiates produisent des événements fondamentaux ; elles ne peuvent que créer un terrain plus favorable à la diffusion de certains modes de penser, de poser et de résoudre les questions qui embrassent tout le développement ultérieur de la vie de l'Etat » (3).

Observons qu'ici, ce qui est en cause, c'est le caractère immédiat de la détermination des événements historiques fondamentaux par les crises économiques. Il ne s'agit donc nullement de nier le caractère agissant de celles-ci mais ce qui est justement caractéristique ici, c'est que Gramsci leur accorde une efficacité en quelque sorte indirecte, médiante : elles peuvent créer un terrain plus favorable au développement de façons de penser, d'idées qui sont nouvelles et relatives à la question du pouvoir.

Mais plus précisément, pourquoi y a-t-il un renversement du rapport de forces en 1789 en France ? Gramsci écrit à ce propos : « En tout cas, la rupture de l'équilibre des forces ne se fait pas sous l'effet de causes mécaniques immédiates d'appauvrissement du groupe social qui avait intérêt à rompre l'équilibre et le rompit en effet, mais elle se fit dans le cadre de conflits supérieurs au monde économique immédiat, qui se rattachent

au « prestige » de classe (intérêts économiques à venir), à une exaspération du sentiment d'indépendance, d'autonomie et d'un désir des pouvoirs. La question particulière du malaise ou du bien-être économique considérés comme causes de réalités historiques nouvelles est un aspect partiel de la question des rapports de forces dans leurs divers degrés » (4).

Retenons ici ce sur quoi Gramsci revient souvent dans ses écrits : le caractère non-immédiat de l'effort résultant d'une situation économique aggravée pour les non-privilegiés. Ceci ne constitue qu'un aspect partiel, un aspect partiel qu'on ne peut isoler, prendre à part puisqu'il s'inscrit « dans le cadre » d'autres conflits ; on assiste donc à l'action de facteurs qui se combinent entre eux. Et dans ces facteurs, apparaît nettement le facteur politique « désir de pouvoir », mais aussi un ensemble de facteurs compris dans « une exaspération du sentiment d'indépendance, d'autonomie », et qui réfèrent certainement à cette grande réforme intellectuelle et morale du peuple français au cours du XVIII^e siècle, dont parle Gramsci par ailleurs et qui a consisté en un mouvement idéologique tendant à substituer à la religion un solide fond laïc, celui-ci concrétisé dans des attitudes nationales et patriotiques. On peut donc sans doute parler ici des facteurs idéologiques et culturels.

Comment concevoir la nécessité historique ?

Qu'est-ce qui rend un événement historique nécessaire ? A quelles conditions les événements historiques se produisent-ils ? Telles sont les questions auxquelles Gramsci apporte des éléments de réponse ; il écrit : « Il apparaît donc que le concept de « nécessité » historique est étroitement lié à celui de « régularité », de « rationalité »... Il existe une nécessité quand il existe une prémisses efficiente et active, dont la conscience qu'en ont les hommes est devenue agissante en posant des fins concrètes à la conscience collective, et en constituant un ensemble de convictions et de croyances qui devient un agent aussi puissant que les « croyances populaires ». Dans la prémisses doivent être contenues, déjà développées ou en voie de développement, les conditions matérielles nécessaires et suffisantes à la réalisation de l'élan

de volonté collective, mais il est clair que de cette prémisses « matérielle », calculable quantitativement, ne peut pas être disjoint un certain niveau de culture, c'est-à-dire un ensemble d'actes intellectuels et de ces derniers (comme leur produit et leur conséquence) un certain ensemble de passions et de sentiments impérieux, doués d'assez de force pour pousser à une action « à tout prix » (5).

Ce qui est important ici, c'est l'indication selon Gramsci qu'on ne peut disjoindre les conditions matérielles et le niveau de culture, c'est-à-dire que la notion de nécessité historique est à rapporter à ces deux termes à la fois, et non à l'un ou l'autre pris isolément. Et d'autres termes, on ne peut aucunement rapporter le développement historique à des lois naturelles, ou des lois économiques qu'on pourrait envisager isolément. L'autre point qu'on peut retenir ici, c'est l'importance accordée par Gramsci aux convictions et croyances existant dans les masses populaires et qui conditionnent la production des événements historiques. En effet, ces convictions, ces croyances, ces façons de penser, plus largement la culture sont des facteurs puissants qui disposent à telle ou telle action ou au contraire rendent passifs. En d'autres termes, une des tâches de préparation active de la révolution, c'est d'agir sur croyances et convictions afin que celles-ci correspondent mieux aux nécessités révolutionnaires.

Partant donc d'une critique d'une interprétation complètement réductrice, des événements historiques, Gramsci en vient à préciser les facteurs agissant dans l'histoire. Il intègre le facteur économique à un ensemble d'autres facteurs, et parmi ceux-ci, il indique donc les facteurs politiques, idéologiques, culturels. Cette problématique conduit Gramsci à s'interroger sur les croyances qui existent dans les masses populaires, ou plus précisément sur la philosophie spontanée de celles-ci qu'il appelle « sens commun ». C'est cette notion que nous examinerons la semaine prochaine.

(1) Gramsci dans le texte. Editions Sociales. p. 479

(2) Ibid. p. 470

(3) Ibid. p. 502

(4) Ibid. p. 503

(5) Ibid. p. 285

LA SEMAINE PROCHAINE :
Le « sens commun ».

SUITE DE LA PAGE 16

Livrer quelqu'un dans ces conditions, c'est le condamner à mort et pire à la torture.

Quelle est la réaction actuelle du peuple basque face aux menaces d'extradition ?

Il y a par ici beaucoup de mobilisations et de luttes, on recueille dans toutes les villes, dans les mairies, une série de motions contre les extraditions. Dans chaque ville ou village, il y a eu des manifestations dans la rue, quelquefois petites, quelquefois plus importantes, mais toujours les gens sont très sensibles à cette question. Ici, on sait très bien ce qui se passe et qu'il s'agit d'un problème très grave.

Pourtant, des partis politiques, en Espagne défendent une position très différente.

Dans cette nouvelle étape, tout un secteur réformiste agit comme une espèce de bras qui arrive jusqu'où le système ne pourrait pas aller, en travaillant plus ouvertement. De ce point de vue, tous ces partis dits de la gauche parlementaire, sont en train de jouer un rôle très néfaste.

Ils ne dénoncent même toutes ces tortures que de manière sporadique, quand les choses sont à un tel point qu'il n'est plus possible de les cacher.

C'est évidemment, une grande difficulté de la situation que ces partis qui sèment la confusion et ne clarifient en rien la situation aux yeux du peuple, bien au contraire.

Est-ce que tu souhaiterais ajouter quelque chose, face à l'éventuelle extradition de Linaza ?

Oui, je crois que le problème des extraditions nous concerne tous. Il est vital pour chacun de nous et pour le peuple français lui-même. Quand quelqu'un permet que se produisent des actes déterminés qui conduisent comme le cas présent à des tortures ou à la mort, il devient responsable, même malgré lui, par son silence. Ces choses-là pèsent, elles dégradent aussi ceux qui les permettent. Le fait de permettre ou non les extraditions aura une répercussion sur la personnalité, sur la santé même des gens qui luttent, des révolutionnaires ou simplement des démocrates français eux-mêmes.

A l'inverse, la solidarité a aussi une répercussion sur qui la pratique. Être solidaire ou non est fondamental pour que le peuple se maintienne vivant.

Ce que tu indiques me paraît d'autant plus important alors que la gauche vient de parvenir au pouvoir en France.

Oui, je crois que c'est important pour la gauche. Pour la vie de cette gauche elle-même.

TEMOIGNAGE D'EVA FOREST

Contre la répression en Espagne,
la solidarité est toujours nécessaire

Le gouvernement français ne livrerait pas aux autorités espagnoles les militants basques dont elles réclament l'extradition.

Malgré l'avis favorable de la Chambre d'accusation de Paris concernant Tomás Linaza, sans attendre celui des tribunaux de Pau et d'Aix, saisis d'affaires semblables, Pierre Mauroy a confirmé son intention de refuser désormais les extraditions pour motif politique.

La gauche rompt donc sur ce point avec la pratique giscardienne qui, depuis l'affaire Croissant, avait réduit à bien peu de choses le droit d'asile. Cette position est aussi un coup porté à la constitution rêvée par certains d'un « espace judiciaire européen ».

Le gouvernement se déclare prêt cependant à « prendre des mesures énergiques » pour réprimer les activités d'ETA en France.

Cela ne suffira sans doute pas à calmer Madrid, pas plus que la presse et les partis constitutionnalistes espagnols qui, unanimes, réclament une collaboration plus enthousiaste des autorités françaises.

A l'époque de Franco, il y a eu en France d'importants mouvements de solidarité contre la répression qui touchait les militants basques. Aujourd'hui, l'opinion existe qu'avec l'instauration de la démocratie en Espagne, cette solidarité ne serait plus légitime. Q'en pensez-vous ?

Oui, dans les premiers temps qui ont suivi la mort de Franco, quand s'est mise en place une apparente démocratie, beaucoup de gens, ont cru qu'ici, il y avait réellement un processus en marche. Mais depuis, à travers toute une série de révélations et d'événements qui sont maintenant très évidents et qui mettent en lumière le type de répression qui existe ici, je crois que cette image d'une Espagne démocratique s'est brisée. Ce qui ne veut pas dire que beaucoup de gouvernements n'aient pas intérêt à la conserver.

Elle s'est brisée aux yeux des Espagnols eux-mêmes ?

Propos recueillis par Frédéric FERRER

Aux yeux des Espagnols, oui parce qu'ils le vivent mais je crois que depuis l'étranger aussi on a pu voir des événements très graves. On a vu qu'il y a des tortures, on a vu la mort d'Arregui, le Coup d'Etat, comme on dit, on a vu ce qui achève de se produire avec ces morts d'Almeria, les événements de Barcelone, autant de choses qui montrent qu'il y a une répression très importante, sous de nombreux aspects.

Ici, du point de vue de la répression, il se passe des choses aussi graves, sinon plus grave qu'en d'autres temps. Pour moi, il est donc très clair que cette image selon laquelle, les temps ont changé, la solidarité devrait être différente, cette image doit être rompue.

Pourrais-tu me parler de la condition des prisonniers aujourd'hui en Espagne ?

C'est une question très vaste,

Mais la cause des échecs de leur quartier général « anti-terroriste » n'est pas à chercher dans une quelconque mauvaise volonté française, elle réside plutôt dans la solidarité de nombreux basques qui refusent la permanence du franquisme au cœur de la démocratie espagnole.

Eva Forest est largement connue à cause du mouvement de solidarité qui s'était formé autour d'elle alors que les tribunaux franquistes la menaçaient de mort, mais aussi par la dénonciation de la dictature et de ses prisons qu'elle a développée dans plusieurs livres. Depuis sa libération, elle n'a cessé de dire son soutien au combat du peuple basque pour sa libération et s'est consacrée à dénoncer la répression et les tortures qui continuent en Espagne et qui touchent, en particulier, dit-elle, « ceux qui luttent pour que le peuple obtienne les libertés démocratiques les plus élémentaires ».

Son témoignage, recueilli alors que la position française n'était pas encore connue, garde toute sa validité. (10 mai 1981)

prisonniers font une grève de la faim. Ils sont maintenant au bord de la mort pour obtenir simplement des conditions élémentaires de subsistance. Qu'on en vienne là, comme en Irlande, pour ce seul objectif, t'explique comment vont les choses. Le plus grave pour nous, c'est de voir que ce sont là les prisons de la nouvelle étape, de l'étape dite « démocratique ».

T'étant particulièrement occupée de lutter contre la répression, tu es sans doute à même de répondre à

L'armée espagnole aux frontières basques.



une question déterminante dans le cas des extraditions : quel est le sort qui attend Tomás Linaza, s'il devait être livré ?

Ecoute, je recueille quotidiennement des cas de gens qui ont été arrêtés, qui ont passé dix jours dans les commissariats, qui ont été torturés et qui finalement ont été mis en liberté parce que le juge n'a absolument rien trouvé à leur charge. Et il s'agit de cas de tortures très graves pour lesquelles je suis en train d'alerter Amnesty International. Si ça se passe ainsi pour des gens qui n'ont rien dans leur dossier, tu imagines ce qui peut se passer pour quelqu'un comme Linaza : cela serait un cas semblable à celui d'Arregui.

Ce qui peut se passer ? Je ne sais pas. Mais pour moi, il est très clair et c'est une conclusion d'une réunion récente d'Amnesty International en France que l'on ne peut pas, l'on ne doit pas procéder à des extraditions vers un pays où existe la torture parce que c'est envoyer quelqu'un à la mort.

Vous avez eu connaissance des événements d'Almeria à l'issue desquels trois jeunes prisonniers de la garde civile ont trouvé la mort. Un rapport très sérieux publié par *Mundo Obrero* journal du PCE montre que cela a été un véritable festin de sang, montre comment les gardes civils ont passé toute la nuit à mutiler leurs victimes en pensant qu'il s'agissait de militants basques.

Ce qui s'est passé là, nous ne pouvions pas l'imaginer, même pas les personnes qui comme nous recueillent tous les jours des cas de tortures. C'est une véritable histoire d'horreur.

SUITE PAGE 15

Communiqué :

A l'appel d'un collectif de comités de soutien, un meeting pour la libération des prisonniers politiques de l'Etat français se tiendra :

Samedi 13 juin
de 16 h à 24 h à l'AGECA
177 rue de Charonne — Paris 11^e